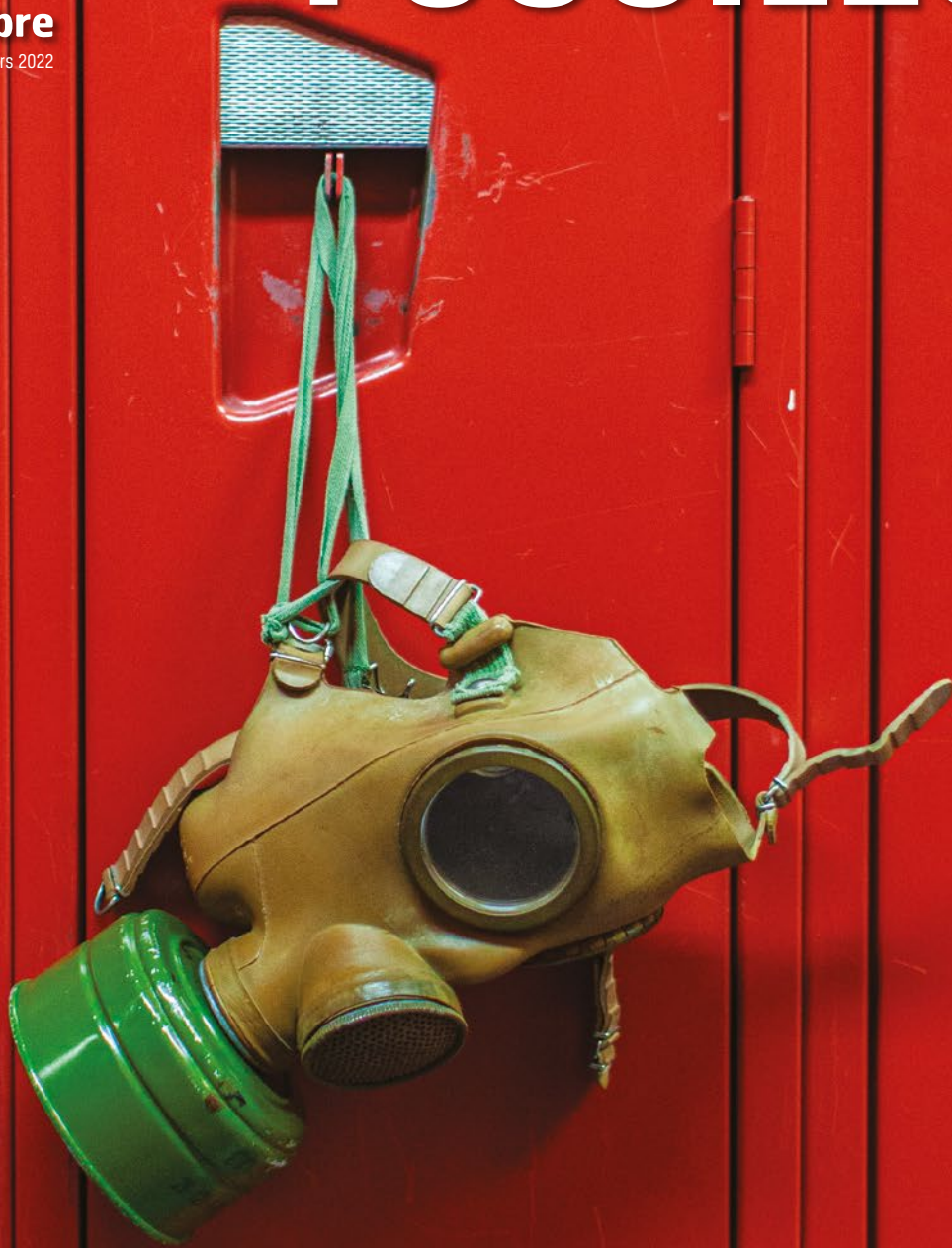




**Quartier Libre**

Volume 28 | n° 5 | 9 mars 2022

# ÉNERGIES FOSSILES



# DÉSINVESTIR ?

COMPRENDRE LE PORTEFEUILLE DE L'UDEM



**Alix Brun-Berthet**  
COORDINATION  
AUX FINANCES ET SERVICES

[finances@faecum.qc.ca](mailto:finances@faecum.qc.ca)



**F A É C U M**

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS  
ÉTUDIANTES DU CAMPUS  
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

## BOURSES D'IMPLICATION ÉTUDIANTE

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) a pour mission de représenter, par l'intermédiaire de ses associations étudiantes membres, les étudiants et les étudiantes de l'Université de Montréal afin de défendre leurs droits et leurs intérêts sur les plans académique, social, économique, culturel et politique. Mais la FAÉCUM a aussi pour mission de soutenir et favoriser l'implication étudiante !

L'implication étudiante, c'est ce qui rend le parcours scolaire de toutes et de tous plus vivant. Cela permet aux étudiantes et aux étudiants de développer des compétences, d'acquérir de l'expérience et d'accroître leur réseau de contacts. Il s'agit également d'une belle façon de créer de liens, de relever des défis et de personnaliser sa propre expérience universitaire. Les personnes qui s'impliquent au sein de la communauté étudiante contribuent directement à enrichir l'expérience universitaire des leurs collègues en travaillant pour améliorer la condition étudiante et en participant à la réalisation d'activités qui favorisent la rencontre.

En tant que membre de la communauté étudiante de l'Université de Montréal, vous pouvez vous impliquer activement : que ce soit auprès de votre association étudiante, auprès de la FAÉCUM, au sein des différents regroupements étudiants de l'Université de Montréal, dans les projets humanitaire et communautaire, et bien plus. En somme, les occasions pour faire briller votre inventivité, pour vivre des expériences enrichissantes et pour apporter votre soutien à votre communauté ne manquent pas !

## BOURSES D'IMPLICATION ÉTUDIANTE



**30 BOURSES de 1 000 \$ et 500 \$** pour récompenser l'implication bénévole à l'UdeM

**DATE LIMITE : 30 MARS 2022**

## PRIX DES INITIATIVES FAVORISANT L'IMPLICATION DES FEMMES



SUBVENTIONS de **1 000 \$, 750 \$ et 500 \$** remises  
aux associations étudiantes lauréates

**DATE LIMITE : 30 MARS 2022**

Parce qu'un tel don de soi mérite d'être souligné, la FAÉCUM offre des programmes de financement pour soutenir des projets étudiants, tels que les Projets d'initiatives étudiantes (PIÉ) et les Projets d'initiatives étudiantes en commerce équitable (PIÉCE), en collaboration avec l'UdeM. De plus, afin de reconnaître, d'encourager et de valoriser l'implication étudiante, d'améliorer l'expérience universitaire et d'accroître le sentiment d'appartenance à la communauté étudiante de l'UdeM, la FAÉCUM remettra, encore une fois cette année, 30 bourses d'implication étudiante de 500 \$ et de 1 000 \$.

### IMPLICATION DES FEMMES

Dans le même esprit, afin de promouvoir et d'instaurer de bonnes pratiques favorisant l'implication des femmes dans le milieu associatif étudiant, la FAÉCUM remet trois Prix des initiatives favorisant l'implication des femmes, qui encouragent les associations étudiantes à se doter d'un plan d'action et à agir concrètement pour améliorer la représentation des femmes au sein de leurs lieux décisionnels.

### FAIRE RECONNAÎTRE VOTRE IMPLICATION

En plus des possibilités d'implication déjà mentionnées, il y a une panoplie d'autres activités d'engagement en lien avec l'Université de Montréal et qui ont lieu sur les campus ou à l'extérieur. Il suffit de consulter votre association étudiante, ou les sites Web de la FAÉCUM, des Services à la vie étudiante et de l'UdeM afin d'obtenir tous les renseignements nécessaires afin de vous impliquer activement dans votre communauté étudiante.

**Aimeriez-vous être des exemples d'engagement au sein de votre communauté étudiante ? Alors, ne tardez plus et impliquez-vous !**



# ÉDITO

## NE PLUS VOIR ROUGE

PAR CAMILLE DUFÉTEL

**D**es concerts de casseroles depuis les balcons montréalais, en veux-tu, en voilà. Des étudiant-e-s, des parents et des professeur-e-s qui marquent leur colère face à la hausse prévue des frais de scolarité.

Un 22 mars 2012 de manifestations monstres dans la Belle Province. Des centaines de milliers de personnes arborant leur carré rouge, symbole de la mobilisation, dans les rues de la métropole.

Une véritable crise sociale en mouvement, de lourds affrontements entre la police et les manifestant-e-s, des semaines et des mois durant (p. 5).

Que reste-t-il du Printemps érable, 10 ans plus tard ?

À l'UdeM, nombre d'étudiant-e-s – évidemment pas tous et toutes – avaient seulement une dizaine d'années en 2012. Certain-e-s se souviennent des casseroles avec leurs parents, et se rêvaient en Gabriel Nadeau-Dubois, l'une des grandes figures du mouvement. D'autres ont des souvenirs encore plus nets, parlent d'un Printemps qui les a fortement inspirés, qui leur a montré que des grèves, oui, pouvaient aboutir à un résultat. Que les étudiant-e-s étaient en mesure d'avoir un « *pouvoir d'influence* ». Certain-e-s vont jusqu'à dire que ce mouvement est quasiment un « *modèle de mobilisation* » auquel ils et elles veulent aboutir.

### Une vie plus trouble

Aujourd'hui, le contexte est, cela va sans dire, bien différent. Une pandémie a pas mal ébranlé la communauté étudiante tout comme le reste de la société, même si, fort heureusement, les restrictions tombent peu à peu, laissant place à l'espoir d'une vie universitaire un peu plus « normale », loin du « yoyo » des derniers mois. Les nouvelles anxiogènes sont pourtant loin de battre de l'aile, la « guerre » est désormais sur toutes les lèvres et, dans ce contexte, les frais de scolarité ne sont, disons, pas vraiment un sujet de manchette.

Des universitaires constatent toutefois que, parmi leurs discussions, le sujet de la gratuité



Beaucoup d'étudiant-e-s actuel-le-s n'avaient qu'une dizaine d'années lors du Printemps érable...

Photo | Archives Quartier Libre | Pascal Dumont

scolaire est de nouveau mis sur la table ces derniers mois, au même titre que ceux de la rémunération des stages et de l'accessibilité universelle.

### Un avenir plus vert

Un enjeu semble quand même se situer au-dessus de la mêlée : celui du changement climatique. Le mouvement *Fridays for Future*, initié par la militante suédoise Greta Thunberg, a particulièrement fait parler de lui en 2019 et a donné lieu à de nombreuses manifestations mondiales, dont à Montréal. Si la communauté universitaire reconnaît que le contexte de crise sanitaire des deux dernières années n'a pas joué en la faveur de rassemblements

étudiants, force est de constater que le sujet de la transition écologique est loin d'avoir été abandonné dans l'esprit de certain-e-s (p. 8).

Les affiches placardées ici et là, devant et dans l'Université, par le regroupement étudiant pour la justice climatique L'Écothèque sont en tout cas un indice de ce constat. « *L'UdeM investit dans ton avenir* », titrent ces affiches, ironiquement. Une autre mention ajoute : « *132 millions dans le secteur fossile* ». Un code QR invite aussi la communauté étudiante à signer une pétition pour que l'Université se départisse de ses investissements fossiles. L'Écothèque a également organisé, le 16 février dernier, une manifestation devant le pavillon Roger-Gaudry, qui a rassemblé une centaine de personnes. Nous sommes, certes, à des années-lumière des événements de 2012 en termes de mobilisation. Mais un signal est là. Les étudiant-e-s espèrent un avenir plus vert.

Encore faut-il bien comprendre ce qu'impliquent les investissements actuels de l'UdeM, et surtout, d'éventuels désinvestissements à venir (p. 10).

### #Inclusion

Si les prochains mois, un peu moins – on l'espère ! – restrictifs, jetteront peut-être plus la lumière sur les demandes de la communauté étudiante, une autre certitude : « l'inclusion » sera et est déjà un mot-clé. Sur le plan culturel (p. 26) et sur le campus (p. 12 et 18), des enjeux majeurs sont soulevés par les étudiant-e-s. La question de leur portefeuille ne sera sans doute pas pour autant oubliée, à bien regarder la hausse du coût des aliments qui se fait ressentir au sein des services alimentaires de l'UdeM (p. 14)...

Où est la légèreté, parmi toutes ces réalités ? Au besoin, l'art des mêmes n'est qu'à un clic... Ces images assorties de messages, des incontournables de la culture *Web*, s'amuse du quotidien universitaire sur *Spotted: UdeM*, et sont très populaires auprès des étudiant-e-s (p. 20).

Rire jaune pour ne plus voir rouge ?



### 3 ÉDITO

Ne plus voir rouge

### 5 DOSSIER

REVENDICTIONS ÉTUDIANTES

• Il y a 10 ans:

« La plus grande mobilisation de l'histoire du Québec »

- Le souvenir d'un mouvement et l'espoir d'un autre
- Sortir l'or noir de son portefeuille

# SOMMAIRE



### 12 PORTRAIT

Représenter, dialoguer et engager :  
l'inclusion des Premiers Peuples

### 14 ALIMENTATION

Un déjeuner qui rend plus léger... le compte en banque

### 16 SANTÉ

Le dilemme des psychologues de demain

### 18 HANDICAPS INVISIBLES

Le long chemin vers la reconnaissance



### 20 HUMOUR

Les mèmes pour dédramatiser

### 22 MUSIQUE

La scène balinaise à l'honneur

### 24 ART

Œuvres de l'espace public: attrapez-les toutes!

### 26 CINÉMA

La question de genre: un intérêt grandissant



**Quartier Libre**

#### DIRECTRICE DE RÉDACTION

Camille Dufétel | [directeur@quartierlibre.ca](mailto:directeur@quartierlibre.ca)

#### CHEFS DE SECTION

CAMPUS | David Fillion | [campus@quartierlibre.ca](mailto:campus@quartierlibre.ca)  
SOCIÉTÉ | Paul Fontaine | [societe@quartierlibre.ca](mailto:societe@quartierlibre.ca)  
CULTURE | Anaïs Amoros | [culture@quartierlibre.ca](mailto:culture@quartierlibre.ca)

**PHOTO DE LA UNE** | Mathis Harpham

**COLLABORATEURS** | Alexis Drapeau-Bordage | Renaud Chicoine-McKenzie | Clémence Delfils | Noémie-Florence Faubert | Matéo Gaurand-Paradot | Francis Hébert-Bernier | Florence La Rochelle | Charlotte Marschall | Karine Silar | Alban Thomas

**Correctrice** | Gaëlle Varnier-Brunet

**Révisseur** | Mira Rivest-Trudel

**Infographie** | Alexandre Vanasse

**Publicité** | Accès-Média | [accesmedia.com](http://accesmedia.com)

**Impression** | Hebdo-Litho

**Pour nous joindre** | Tél. : 514 343-7630

[info@quartierlibre.ca](mailto:info@quartierlibre.ca) | [www.quartierlibre.ca](http://www.quartierlibre.ca)

*Quartier Libre* est le journal indépendant des étudiant-e-s de l'Université de Montréal publié par les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiant-e-s en 1993. Mensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Tirage de 3000 exemplaires.

Nos bureaux sont situés au 3200, rue Jean-Brillant (local B-1274-6), Montréal (Québec) H3T 1N8

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada | ISSN 1198-9416  
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

**Prochaine parution** | 6 avril 2022

## IL Y A 10 ANS :

# « LA PLUS GRANDE MOBILISATION DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC »

En 2012, le Québec a vécu au rythme des carrés rouges. Durant des mois, les revendications et manifestations étudiantes se sont fait entendre partout à travers la province. *Quartier Libre* revient sur le Printemps érable.

PAR KARINE SILAR

Lors de sa campagne électorale pour un second mandat en 2007, Jean Charest, alors premier ministre du Québec depuis 2003, s'engage à annuler le gel des droits de scolarité en place depuis 14 ans. Cette promesse se concrétise et de 2007 à 2011, les droits de scolarité augmentent de 100 \$ par année.

Toutefois, dans le plan budgétaire annoncé en mars 2011, le gouvernement libéral avise que l'augmentation s'élèvera désormais à 325 \$ par an, pour une période de cinq ans. Cette hausse doit devenir effective à partir de l'automne 2012, alors que les frais s'élèvent cette année-là à 2 168 \$, ce qui entraînerait un total de 3 793 \$ en 2017, soit une augmentation de 75 % par rapport à 2012.

### Mobilisation étudiante

À la suite des annonces du gouvernement Charest, le mécontentement étudiant se fait entendre sur les campus de la province ainsi que dans les cégeps et écoles secondaires.

« Quand ça a débuté, de mémoire, c'était en novembre 2011, il n'y avait personne qui avait prévu que ça allait durer aussi longtemps et que le mouvement aller prendre autant d'ampleur », se rappelle le photographe indépendant Pascal Dumont, alors journaliste pour *Quartier Libre*. Selon la professeure titulaire au Département de science politique de l'UdeM Pascale Dufour, le cœur des événements a duré six mois. « Six mois d'intenses mobilisations, précise-t-elle. C'est la plus grande mobilisation de l'histoire du Québec. »

Durant cette période, presque quotidiennement, des actions étudiantes émergent de façon inattendue et souvent originale. « Tous s'exprimaient



Dès la fin 2011, à la suite des annonces du gouvernement Charest, le mécontentement étudiant se fait entendre sur les campus de la province, et même dans les cégeps et écoles secondaires.

Photo Archives Quartier Libre | Pascal Dumont





Le 12 avril 2012, 700 personnes ont envahi le pavillon Roger-Gaudry, ont effectué plusieurs actes de vandalisme et ont tenté de défoncer la porte du bureau du recteur.

de différentes manières, que ça soit par la littérature, par les arts... poursuit Pascal Dumont. Je pense que c'était aussi ça qui était beau à voir pendant cette période-là. C'était une période incroyablement créative. »

L'énergie est aussi foisonnante au sein des associations étudiantes. « Il y avait beaucoup de débats qui étaient très sains, et on adoptait beaucoup d'amendements et de sous-amendements », se rappelle l'animateur à CISM Oliver Vinette. À l'époque, il achève tout juste son baccalauréat en communication et politique et préside des assemblées générales d'associations étudiantes. « Au début, c'était des assemblées de vote de grève, mentionne-t-il. Après un mois ou deux, c'était des votes de grève générale illimitée. C'est-à-dire qu'on était en grève, mais jusqu'à ce que l'on gagne sur un nombre prédéfini de points. Puis, quand il y avait des propositions du côté du gouvernement, on faisait une assemblée générale pour voir comment on allait se positionner. Après, les représentants des associations allaient exprimer leur voix à la FAÉCUM [NDLR : Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal], qui apportait sa voix à la FEUQ [NDLR : Fédération étudiante universitaire du Québec]. »

« [Les assemblées générales] étaient fréquentes pour pouvoir renouveler les mandats de grève des associations, indique la secrétaire générale

de la FAÉCUM, Marie-Hélène Rivest. Du côté de la Fédération, je sais que la fréquence des conseils centraux, pendant le plus fort du printemps, était hebdomadaire. Présentement, on a une instance par mois. »

Le 22 mars 2012 marque un tournant dans l'histoire des mouvements étudiants au Québec. Selon le rapport de la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012, 310 000 étudiant-e-s, sur un total de 400 000, sont en grève au Québec ce jour-là. À Montréal, on dénombre de 100 000 à 200 000 personnes dans les rues pour le retrait du projet d'augmentation des droits de scolarité, selon les sources. C'est alors la plus grosse manifestation que connaît le Québec, depuis celle contre la guerre en Irak en 2003.

« [Les étudiant-e-s] ont réussi à imposer la question des droits de scolarité, de l'accès aux études supérieures, souligne Mme Dufour. Ils ont même réussi à faire débattre de la question de la gratuité scolaire, qui n'était plus du tout dans le portrait, dans le débat public, et ce, pendant plusieurs mois. »

### La situation s'intensifie

Le 23 avril 2012, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demande une trêve de 48 heures pour entreprendre des négociations avec les

trois principaux regroupements d'associations étudiantes : la FEUQ, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Le lendemain soir, un petit groupe d'étudiant-e-s se retrouvent au centre-ville de Montréal pour protester contre cette demande. Comme la CLASSE a annoncé le regroupement sur son site Internet, elle se retrouve exclue des négociations pour non-respect de la trêve. Le lendemain, les carrés rouges [NDLR : Mouvement qui militait contre la hausse des frais de scolarité] organisent l'« Ostie de grosse manif de soir », laquelle réunit 12 000 personnes à Montréal pour une manifestation nocturne contre l'exclusion de la CLASSE.

À partir de ce jour, des manifestations ont lieu tous les soirs à Montréal. Souvent, elles se finissent en confrontation avec la police. « Il y avait une barrière de manifestants, et après, une barrière de policiers, décrit M. Dumont. Et quand elle décidait de charger, elle chargeait. Que tu aies eu une caméra, que tu aies été journaliste ou non, elle chargeait tout le monde. Je me suis fait charger, gazer et j'ai aussi perdu une lentille de caméra à la suite d'un coup de bâton reçu. »

Selon le journaliste, ces confrontations avec la police atteignent un sommet à Victoriaville, le 4 mai 2012, lors du conseil général du Parti libéral. Dix policiers et dix manifestants sont alors blessés, dont trois grièvement. Selon le rapport de la Commission spéciale d'examen des événements de 2012, il y avait environ 2 000 manifestant-e-s.

Le 18 mai 2012, pour tenter de contrôler les manifestations qui se multiplient, le gouvernement Charest dépose le projet de loi 78, qui deviendra la loi 12. Cette loi spéciale interdit aux étudiant-e-s de bloquer les accès aux universités et exige que l'itinéraire des manifestations de plus de 50 personnes soit fourni au moins huit heures à l'avance. Le même jour, la Ville de Montréal instaure le règlement P-6, lequel interdit le port du masque lors de manifestations.

En réaction à ces annonces, des citoyen-ne-s sortent sur leur balcon en frappant sur des casseroles pour exprimer leur appui aux carrés rouges et se retrouvent pour des marches pacifiques dans leur quartier, défiant volontairement la loi 12. Cette action est reconduite tous les soirs. « C'était magnifique de voir la population, les enfants, les personnes âgées, les familles, tout le monde s'unir avec leur casserole tous les soirs », détaille Pascal Dumont.

« En 2012, on n'avait pas besoin de faire partie d'une organisation syndicale ou d'un groupe communautaire pour prendre une casserole et taper dessus sur son balcon, précise Mme Dufour. C'est devenu un véritable

*mouvement social au sens où ce n'était pas seulement un mouvement étudiant. »*

Le 22 mai 2012, pour les 100 jours du début de la grève, environ 200 000 personnes manifestent encore à Montréal.

### Et à l'UdeM ?

*« Souvent, on va dire que l'Université de Montréal est quand même pas mal à la traîne des mobilisations, remarque Mme Dufour. Ce n'était pas le cas en 2012 ! »* Les résultats d'un sondage<sup>1</sup> qu'elle a mené en 2013 avec l'Université McGill et l'Université du Québec à Montréal (UQAM) indique que 48 % des étudiant-e-s de l'UdeM ont participé aux manifestations pendant le Printemps érable.

L'accès à l'Université est bloqué plusieurs fois et une immense bannière en forme de carré rouge est suspendue sur la tour du pavillon Roger-Gaudry, le 26 mars 2012. Cependant, l'événement du 12 avril 2012 marque l'histoire de l'UdeM : 700 personnes envahissent le pavillon Roger-Gaudry, effectuent plusieurs actes de vandalisme et tentent de défoncer la porte du bureau du recteur. *« Sur le moment, on ne savait pas si oui ou non, le recteur était encore de l'autre côté de ces fameuses grandes portes-là que les étudiants tentaient de défoncer, se souvient Pascal Dumont. Et effectivement, il y avait un conseil d'administration. C'était vraiment un truc important. Mais finalement, la porte n'a jamais été défoncée. »*

En conséquence de toutes ces actions, plusieurs gardiens de sécurité sont déployés sur le campus, et l'Université fait appel au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à plusieurs reprises. Les 27 et 28 août 2012, le groupe tactique d'intervention se déploie dans les couloirs de l'UdeM et arrête les carrés rouges qui veulent bloquer le retour en classe. *Quartier Libre* rapporte alors 30 arrestations pour ces deux journées<sup>2</sup>.

### Finalement...

Les négociations patinent et les tensions augmentent. Le 1<sup>er</sup> août 2012, M. Charest déclenche les élections générales, et le 4 septembre qui suit, le Parti québécois (PQ) de Pauline Marois prend le pouvoir.

Dans les jours qui suivent sa victoire aux élections, le PQ retire la loi 12, annule l'augmentation des droits de scolarité et convoque un sommet supérieur sur l'éducation, qui instaure une indexation des frais de 3 % par année. *« Les frais de scolarité sont encore abordables au Québec, mais ils ne sont pas gelés, précise M. Dumont. Ce qui est pour certains une victoire est pour d'autres une demi-victoire, et pour d'autres encore une défaite. »*



À partir du 24 avril 2012, des manifestations ont lieu tous les soirs à Montréal. Souvent, elles se finissent en confrontation avec la police.

## PASCAL DUMONT SE SOUVIENT DE VICTORIANVILLE



À Victoriaville, le 4 mai 2012, lors du conseil général du Parti libéral, dix policiers et dix manifestants sont blessés, dont trois grièvement.

*« Pour moi, le moment le plus marquant, c'est vraiment Victoriaville. Au Québec, même au Canada, je n'avais jamais vu, journalistiquement parlant, une telle quantité de policiers de la Sûreté du Québec. C'était hallucinant ! Les hélicoptères descendaient juste au-dessus de nos têtes pour être sûrs que les gaz puissent se répandre partout. Après ça, ils ont sorti les fameux fusils à balles de caoutchouc, qui sont reconnus comme des armes à létalité réduite. Ça ne tue pas... Ça tue moins, en fait. Mais ça tue quand même, si c'est mal utilisé. Il y avait un étudiant, Maxence<sup>3</sup>, juste à côté de moi, qui l'avait reçu en plein dans la tête, dans son œil. Il s'était ramassé dans un coma. J'ai aussi vu une étudiante qui avait perdu toutes ses dents, un autre qui avait un bout d'oreille arraché. Ces armes-là ne sont pas conçues pour viser dans le torse ou la tête. C'est vraiment fait pour les jambes. C'était un chaos total ! Ça m'a marqué et jusqu'à aujourd'hui, c'est vraiment dans ma mémoire, 10 ans plus tard !*

*D'un autre côté, je me fais l'avocat du diable. La Sûreté du Québec fait aussi son travail. Il y avait un congrès du Parti libéral, et elle, ce qu'elle avait à faire, c'était de défendre une forte-ressse. Elle s'est sentie attaquée, et elle a utilisé la manière forte. C'est son métier aussi. Elle est payée et entraînée pour faire cela. C'est juste que lorsque tu le vois et que tu le vis, et que tu es pris entre les deux, tu te dis : « OK, mais qu'est-ce qui se passe ? » Puis tu dois courir partout et pleurer, car tu as tellement respiré de gaz que tu veux vomir ta vie... »*

1. Maple Spring Up Close: The Role of Self-Interest and Socio-Economic Resources for Youth Protest.

2. [https://quartierlibre.ca/wp-content/uploads/2012/09/QLvol20no1\\_5sept\\_2012.pdf](https://quartierlibre.ca/wp-content/uploads/2012/09/QLvol20no1_5sept_2012.pdf)

3. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/712840/valade-maxence-poursuite-sq-manifestation-perde-oeil-victoriaville>

Pour consulter les photographies de Pascal Dumont, visitez le site [pascaldumont.ca](http://pascaldumont.ca).



# LE SOUVENIR D'UN MOUVEMENT ET L'ESPOIR D'UN AUTRE

Interrompue par les confinements et les cours en ligne, la mobilisation étudiante a changé, dix ans après le Printemps érable. Pourtant, le mouvement inspire et donne encore de l'espoir à des étudiant-e-s militant-e-s.

PAR MATÉO GAURRAND-PARADOT



Photo | Matéo Gaurrand-Paradot

Des membres de l'Association étudiante en anthropologie prennent part aux mobilisations pour le désinvestissement de l'UdeM.

« Ça nous a donné de l'espoir de voir qu'il y a autant de gens qui peuvent se mobiliser et faire changer les choses », affirme l'étudiante en première année au baccalauréat en anthropologie Viviane Isabelle. Rencontrée en marge de la manifestation pour le désinvestissement des énergies fossiles de l'UdeM du 16 février dernier, elle précise militer au sein du comité de mobilisation de l'Association étudiante en anthropologie de l'UdeM (AÉAUM).

D'autres étudiant-e-s de ce comité notent l'impact de la grève étudiante de 2012. « Ça a tellement été un moment clé dans les grèves qu'on en reparle souvent, témoigne l'étudiante en deuxième année au baccalauréat en anthropologie Agathe Cadieux. Quand les gens disent que les grèves ne servent

à rien, on prend l'exemple de 2012, où la grève a abouti à de nouvelles élections. Sans ça, on ne serait pas à la même place aujourd'hui, c'est un exemple pour les futurs mouvements. »

La manifestation pour le désinvestissement était organisée par L'Écothèque, un regroupement étudiant engagé dans la lutte aux changements climatiques fondé durant la pandémie. L'étudiante en deuxième année au baccalauréat en science politique et philosophie et porte-parole du regroupement, Anne Desruisseaux, considère que le Printemps érable a donné un sens à ce que fait le militantisme. « C'est super inspirant, que la communauté étudiante à travers le Québec se soit unie, déclare-t-elle. Ça a montré qu'on a le pouvoir d'influence. »

## L'évolution des luttes étudiantes

En 2022, les débats politiques ne sont pas les mêmes qu'en 2012. L'augmentation des frais de scolarité ne fait plus les manchettes. Les dernières années ont plutôt été marquées par des grèves pour le climat et la justice sociale.

Pour Agathe Cadieux, même si les luttes étudiantes ont changé en 10 ans, elles reprennent vraiment cette année, avec le mouvement pour la gratuité scolaire. Viviane Isabelle fait le même constat et estime que l'éducation a souffert d'un définancement au cours des 30 dernières années. « Les gros enjeux de la mobilisation étudiante aujourd'hui, ce sont la crise climatique ainsi que la gratuité scolaire, souligne



l'étudiante. *C'est un mouvement de fond dans plusieurs universités, qui est parti de l'UQAM. Je pense que c'est en train de revenir et j'ai confiance dans le fait que ça va se passer.* »

L'étudiante en première année au baccalauréat en science politique et militante pour L'Écothèque Éloïse Cauchy-Vaillancourt conçoit également la crise climatique comme la grande cause de 2022, tout en constatant que le sujet de la gratuité scolaire revient sur le devant de la scène.

*« Je voulais être comme les gens qu'on voyait à la télé, comme Gabriel Nadeau-Dubois.*

*Je crois que ça m'a forgée en tant que militante. »*

**Éloïse Cauchy-Vaillancourt**

Étudiante en première année au baccalauréat en science politique et membre de L'Écothèque

L'enjeu de la rémunération des stages est également mentionné par des étudiant-e-s comme étant important. Selon Anne Desruisseaux, *« l'absence de rémunération des stages contribue à la précarité étudiante »*. Du côté de l'Union étudiante du Québec (UEQ), le président par intérim Jonathan Desroches explique qu'une loi sur la protection légale des stagiaires a été adoptée par l'Assemblée nationale le 24 février dernier. Il précise toutefois que celle-ci ne prévoit aucune disposition quant à la rémunération des stagiaires.

## Des souvenirs morcelés

Alors que les plus jeunes étudiant-e-s avaient 9 ou 10 ans au moment du Printemps érable, leurs souvenirs restent plus ou moins présents. *« En 2012, j'avais 12 ans, c'était il y a longtemps, raconte Agathe Cadieux. Dix ans plus tard, ça rentre dans l'imaginaire. »*

*« Depuis Fridays for Future, on peut imaginer un mouvement mondial sur l'enjeu climatique. »*

**Mathieu Bernard Tardif**

Étudiant en première année au baccalauréat en anthropologie

Éloïse Cauchy-Vaillancourt conserve quelques souvenirs de 2012, malgré son jeune âge. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'elle a commencé à militer. *« Je loupais les cours de sixième année pour aller aux manifestations, se remémore-t-elle. Ensuite, le soir, c'était les casseroles avec mes parents. »* Elle ajoute que ce mouvement l'a profondément inspirée. *« Je voulais être au cégep ou à l'université, confie-t-elle. Je voulais*



Anne Desruisseaux, étudiante en deuxième année au baccalauréat en science politique et philosophie et porte-parole de L'Écothèque.

*être comme les gens qu'on voyait à la télé, comme Gabriel Nadeau-Dubois [NDLR : L'une des grandes figures médiatiques du Printemps érable]. Je crois que ça m'a forgée en tant que militante. »*

Viviane Isabelle, pour sa part, ne s'en souvient pas beaucoup, mais dit se rappeler des casseroles. En revanche, le souvenir est encore bien vivant dans le local de l'AAEUM. *« Les murs de notre association sont tapissés de banderoles de 2012, révèle l'étudiante. C'est comme un musée du Printemps érable. »*

*« Le Printemps érable, on en vient même à l'idéaliser, affirme l'étudiant en première année au baccalauréat en anthropologie Mathieu Bernard Tardif. C'est quasiment un modèle de mobilisation auquel on veut aboutir. »* Depuis qu'il est au cégep, il espère l'émergence d'un grand mouvement. *« Avant la pandémie, on rêvait d'une grève générale illimitée, explique-t-il. Depuis Fridays for Future [NDLR : Mouvement international de grèves scolaires pour le climat initié par la Suédoise Greta Thunberg], on peut imaginer un mouvement mondial sur l'enjeu climatique. »*

## Une influence limitée de la grève de 2012

Ainsi, depuis le Printemps érable, d'autres mouvements ont inspiré les étudiant-e-s militant-e-s, surtout les grèves mondiales pour le climat de 2019. Cette année-là, en septembre, la plus grande manifestation de l'histoire du Québec avait été organisée par des comités étudiants et avait rassemblé près de 500 000 personnes, selon les estimations des organisateur-ice-s.

Ce n'est pourtant pas la seule source d'inspiration pour ces militant-e-s qui, pour la plupart, évoluaient alors dans le milieu collégial. Pour Mathieu Bernard Tardif, la grève générale pour la rémunération des stages, laquelle a également eu lieu en 2019, a été un tournant dans son parcours. *« La grève des stages de 2019 a été ma première assemblée générale, précise-t-il. Ça m'a donné la piqure du militantisme. »* Ce moment a aussi été déterminant pour Agathe



Éloïse Cauchy-Vaillancourt, étudiante en première année au baccalauréat en science politique et membre de L'Écothèque.

Cadieux et Viviane Isabelle qui le voient comme les débuts de leur soif de mobilisation.

*« La portée du mouvement de 2012 n'a pas été si grande sur les actuels jeunes étudiants, déclare le professeur de sociologie à l'UdeM Pierre Hamel. L'université et les rapports sociaux n'ont pas été transformés, la portée du mouvement pour l'environnement ou pour le droit des femmes est bien plus grande. »*

## Le militantisme en 2022

*« C'est clair qu'avec la pandémie, les étudiants militants ne sont pas aussi rassemblés qu'en 2012, constate Anne Desruisseaux. Beaucoup d'organisations étudiantes se sont dissoutes, les anciens membres ont gradué, et avec les cours en ligne, les nouveaux étudiants étaient moins au courant de ce qu'il se passe ou de la façon dont les associations fonctionnent. »*

*« Ce n'est pas le Printemps érable qui a créé les associations étudiantes de campus, mais l'inverse », estime toutefois Jonathan Desroches. Il tient d'ailleurs à rappeler que certaines associations étudiantes, dont la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, se sont réunies en 2016 pour former l'Union étudiante du Québec. Il souligne que l'organisation qu'il préside se bat sur des enjeux différents de ceux d'autres groupes militants. « Une problématique importante est l'accessibilité universelle, affirme-t-il. En 2012, on parlait d'accessibilité financière ; aujourd'hui, on en parle pour les étudiants en situation de handicap. Parmi les autres enjeux, il y a aussi la santé mentale et la menace du milieu financier sur les régimes d'assurances. »*

Néanmoins, les frais de scolarité pourraient bien être remis de l'avant le 22 mars prochain. Des associations étudiantes universitaires et collégiales se rassembleront à Montréal pour réclamer la gratuité scolaire et célébrer les 10 ans d'un mouvement qui continue à marquer les militant-e-s.



Photo | Mathis Harpham

# SORTIR L'OR NOIR DE SON PORTEFEUILLE

**L'UdeM détenait, selon ses dires, 92,8 millions de dollars en actifs dans les énergies fossiles en date du 31 décembre 2020. Alors que des voix s'élèvent au sein de la communauté étudiante et du corps professoral pour réclamer un désinvestissement, d'autres font plutôt l'apologie de la prudence.**

PAR PAUL FONTAINE

**L'**UdeM investit, directement ou indirectement, dans des compagnies qui exploitent des énergies fossiles via son Régime de retraite (RRUM) et son fonds de dotation. Le premier consiste en un portefeuille de 4,8 milliards de dollars pour garantir des rentes à ses bénéficiaires retraités. De cette enveloppe, 78,7 millions de dollars étaient consacrés à des actifs dans les hydrocarbures en décembre 2020, selon l'attachée de presse du Bureau des communications et des relations publiques, Julie Cordeau-Gazaille. Le rapport annuel de 2020 du RRUM ne fait mention d'aucune industrie fossile parmi les principaux titres financiers de l'Université. Toutefois, dans celui de 2019, les pétrolières Canadian Natural Resources, Suncor et Cenovus font partie de ses dix investissements canadiens les plus importants.

Le fonds de dotation, pour sa part, est constitué de dons philanthropiques et sert à financer des projets de recherche ou encore à offrir des bourses d'études. Pour en assurer la croissance et la pérennité, un comité de gestion administre

un portefeuille de 390,6 millions de dollars d'actifs, selon son rapport annuel 2020-2021. Le document fait notamment état de millions de dollars en actions des géants pétroliers Canadian Natural Resources, Suncor et Royal Dutch Shell. En décembre 2020, un total de 14,1 millions de dollars était investi dans les hydrocarbures, toujours selon Mme Cordeau-Gazaille.

## Des investissements contestés

Alors que plusieurs universités québécoises, dont l'Université Laval et l'Université Concordia, ont pris des engagements pour se désinvestir du secteur des hydrocarbures, plusieurs membres de la communauté udemienne remettent en question les actifs de l'UdeM dans celui-ci. En octobre dernier, le regroupement étudiant dans la lutte contre les changements climatiques L'Écothèque a lancé une pétition pour que l'Université se départisse de ses investissements fossiles, laquelle a recueilli plus de 4 000 signatures. La campagne de mobilisation a atteint son point culminant le 16 février

dernier, dans le cadre d'une manifestation qui a rassemblé une centaine d'étudiant·e·s et de professeur·e·s au pied du pavillon Roger-Gaudry. « *L'Université montre une image très environnementale et écosociale, mais derrière ses belles paroles, elle continue à investir dans les énergies fossiles* », déplore l'étudiant au baccalauréat en science politique et membre de L'Écothèque Quentin Lehmann.

« Je sens qu'il y a toujours, en 2022, une grande inertie. Je trouve que le Comité de retraite ne semble pas voir l'urgence à laquelle nous sommes confrontés. »

**Adrian L. Burke**

Professeur au Département d'anthropologie de l'UdeM



En tout, une vingtaine d'associations étudiantes appuient ces revendications. Le Syndicat général des professeurs et professeures de l'UdeM (SGPUM) a également apporté sa voix au mouvement. Lors de son conseil syndical du 17 décembre dernier, il demandait à l'UdeM de « se désinvestir des énergies fossiles, en commençant par le fonds de dotation, pour le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ». « Nous n'avons pas de politique de désinvestissement du secteur des énergies fossiles pour le fonds de dotation, mais c'est un enjeu qui reste à l'étude de manière continue », affirme la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara.

## L'intensité carbone remise en question

L'UdeM n'est toutefois pas inactive face à la crise climatique. Elle prévoit notamment de réduire, d'ici 2030, l'intensité carbone de son Régime de retraite et de son fonds de dotation de 35 % par rapport à son niveau de 2019, avec une cible intérimaire de 20 % d'ici 2025.

*« L'intensité carbone est un mensonge, dans le sens qu'elle dissimule les pollueurs. »*

**Valeri Sokolovski**

Professeur au Département de finance de HEC Montréal

Or, l'intensité carbone est une mesure indirecte des émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par un portefeuille d'investissement, car elle prend en compte les revenus des entreprises. Plus les profits sont élevés, plus l'intensité carbone est faible. « Il faut se méfier de tous les indicateurs d'intensité », avertit le professeur au Département de science de la décision de HEC Montréal et titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie, Pierre-Olivier Pineau. « Quand on regarde l'intensité carbone, ça ne garantit pas qu'il y

## L'INTENSITÉ CARBONE

L'intensité carbone est une mesure qui exprime les émissions de GES d'une compagnie pour chaque dollar de revenu qu'elle engrange. Dans le cas d'un portefeuille d'investissements, elle représente la moyenne pondérée de l'intensité carbone de chaque actif. Pour diminuer son intensité carbone, deux choix s'imposent aux pollueurs : réduire leurs émissions de GES ou devenir plus rentables.

Source : Rapport sur l'implantation de la Politique en matière d'investissement responsable et des principes pour l'investissement responsable du fonds de dotation de l'UdeM (2020)

ait des réductions absolues [d'émissions] de gaz à effet de serre », ajoute-t-il. Néanmoins, il considère que viser une diminution de l'intensité carbone joue un rôle, dans la mesure où cet objectif encourage les gestionnaires à investir dans d'autres secteurs que celui des hydrocarbures.

Le professeur au Département de finance de HEC Montréal Valeri Sokolovski ne partage pas cet avis. « L'intensité carbone est un mensonge, dans le sens qu'elle dissimule les pollueurs », affirme-t-il. À titre d'exemple fictif, il donne celui d'une compagnie pétrolière dont le chiffre d'affaires est si élevé que son intensité carbone devient minime, alors même qu'elle contribue au rejet de millions de tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. « Cette mesure est appréciée du milieu financier, car elle lui permet de ne pas changer ses pratiques, poursuit-il. Elle lui permet de faire du greenwashing. » Si l'objectif est de réduire les émissions de GES, M. Sokolovski estime que viser une diminution de l'intensité carbone est une fausse route.

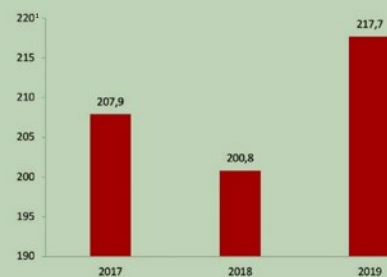
## Contradictions et inertie

À de nombreuses reprises, l'UdeM a pris des engagements pour lutter contre le réchauffement climatique. Par exemple, l'année dernière, elle s'est jointe au mouvement international universitaire Race to Zero, promettant ainsi d'atteindre la carboneutralité d'ici 2040. De même, en octobre 2021, l'Alliance U7+, laquelle regroupe 45 universités des pays du G7, dont l'UdeM, a adopté une série de résolutions écologiques, parmi lesquelles la réduction des émissions de GES d'origine tierce, comme les investissements dans les énergies fossiles.

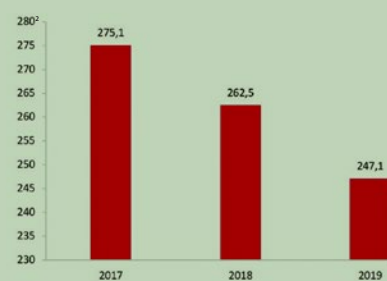
Le professeur au Département d'anthropologie de l'UdeM Adrian L. Burke estime que les actifs fossiles de l'Université sont en contradiction avec les engagements qu'elle prend. Celui qui siège également au Comité de retraite du RRUM perçoit une réticence de la part de l'Université à se départir de ses investissements fossiles, ce qui, à ses yeux, devrait pourtant être une priorité. « Je sens qu'il y a toujours, en 2022, une grande inertie, confie-t-il, en pesant sciemment ses mots. J'ai fait des propositions et je trouve que le Comité de retraite ne semble pas voir l'urgence à laquelle nous sommes confrontés. »

Les arguments de M. Burke pour le désinvestissement ne relèvent pas que d'une considération éthique. Il estime que posséder des actifs liés aux hydrocarbures n'est pas viable sur le long terme, car ceux-ci sont appelés à perdre en valeur dans les prochaines décennies. « Même des méga-investisseurs comme BlackRock ont décidé d'arrêter d'investir dans les énergies fossiles », illustre-t-il.

## Émissions de GES



## Intensité carbone



Entre 2017 et 2019, les émissions de GES (en million de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>) du RRUM ont augmenté. Sur la même période, l'intensité carbone (en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par million de dollars de revenus) du RRUM a diminué, car la rentabilité du portefeuille a surpassé la hausse des émissions de GES. Ainsi, une intensité carbone plus faible ne signifie pas que le portefeuille est moins polluant.

Source : Rapport annuel 2019 du RRUM

## Efficace, le désinvestissement ?

Même si tous les experts rencontrés conviennent de l'importance de diminuer les émissions de GES des portefeuilles de l'UdeM, certains ne voient pas du même œil que M. Burke le désinvestissement. « Pour moi, une stratégie de désinvestissement n'est pas une stratégie efficace pour lutter contre les changements climatiques, avance M. Pineau. Je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire, je dis que ce n'est pas efficace. » Il trace un parallèle avec les appels à encourager le commerce équitable qui, selon lui, n'ont pas réussi à établir une justice sociale pour les travailleuses.

« L'objectif zéro n'est peut-être pas le bon, nuance M. Sokolovski. Les investisseurs peuvent avoir un impact positif sur l'environnement, sans pour autant se départir de l'entière de leurs actifs fossiles. » Selon lui, conserver une faible partie des investissements dans les hydrocarbures est une sorte de filet de sécurité, car c'est un secteur qui est encore lucratif. Néanmoins, il convient que les impératifs de rentabilité doivent laisser davantage de place aux considérations éthiques.

Les citations de Valeri Sokolovski ont été librement traduites de l'anglais.

Pour accéder aux sources, consultez l'article sur [quartierlibre.ca](https://www.quartierlibre.ca) :



# REPRÉSENTER, DIALOGUER ET ENGAGER : L'INCLUSION DES PREMIERS PEUPLES

En décembre dernier, Samuel Rainville a été nommé à titre de conseiller principal aux relations avec les Premiers Peuples à l'UdeM. *Quartier Libre* est allé à sa rencontre afin de découvrir son parcours, ses engagements et ses espoirs futurs.

PAR ALBAN THOMAS

Pour Samuel Rainville, qui a notamment été l'un des porte-paroles pour les Premiers Peuples lors de la récente COP26 en Écosse, représenter la communauté étudiante autochtone auprès de l'UdeM est un prolongement de son implication sociale. Pendant ses temps libres, le jeune conseiller est membre du comité autochtone de la Société du parc Jean-Drapeau, ambassadeur pour l'organisme Mikana, qui éduque et sensibilise sur les enjeux autochtones, membre du conseil de direction de la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec) et membre du comité d'administration du Réseau de la communauté autochtone à Montréal.

« Il faut assurer une connaissance de base à l'ensemble de la communauté étudiante sur les peuples autochtones. »

**Samuel Rainville**

Conseiller principal aux relations avec les Premiers Peuples à l'UdeM

Selon lui, ces différents postes lui donnent une vision plus large de la question des Premiers Peuples, ainsi que le recul nécessaire pour aider efficacement la communauté étudiante autochtone de l'UdeM en matière de représentation, d'inclusion et d'accompagnement. « Ce sont plus que des défis liés aux étudiants, il faut penser la démarche face aux Premiers Peuples comme une démarche stratégique de transformation institutionnelle, déclare-t-il. C'est la structure au grand complet de l'Université qu'il faut engager afin d'avoir un environnement accueillant, inclusif et qui répond efficacement aux besoins des étudiants autochtones. »

Pour Samuel Rainville, le dialogue doit être un moyen de s'entendre sur les points communs plutôt que de focaliser sur les différences.



Photo | Mathis Harpham



## UNE SEMAINE POUR VALORISER LES CULTURES AUTOCHTONES

Organisée tous les ans à l'UdeM depuis 2015, la semaine autochtone **MITIG** permet de mettre en avant les cultures, les langues, le patrimoine et les savoirs des Premiers Peuples. Différentes activités sont organisées comme des projections cinématographiques, des représentations artistiques ou des ateliers.

Elle permet aussi de s'informer et de discuter des enjeux actuels concernant les Premiers Peuples lors de tables rondes, présentations et colloques.

Cette année, elle se tiendra entre le 14 et le 18 mars.

Né d'une mère innue et d'un père québécois, M. Rainville croit en la réunion des peuples et des cultures. Sa stratégie est d'ouvrir le dialogue entre la communauté étudiante autochtone et les institutions, que celui-ci porte sur l'organisation d'ateliers sur les cultures des Premiers Peuples ou sur une plus grande diversité lors des prises de décisions dans les conseils d'administration. Selon lui, délier les langues pour pouvoir offrir une meilleure compréhension des réalités des populations autochtones est primordial. « *Il faut assurer une connaissance de base à l'ensemble de la communauté étudiante sur les peuples autochtones*, explique-t-il. *C'est cela, la première étape.* »

Le jeune conseiller appelle ainsi au dialogue et dit vouloir créer des liens forts entre les Premiers Peuples et les institutions. Pour lui, une prise de parole est nécessaire : « *Je peux parler des défis des étudiants autochtones, parce qu'il y en a ! Mais on est à l'étape de changement systémique, d'une transformation institutionnelle. Il faut adresser la question à un plus haut niveau.* »

### Présent sur tous les fronts

À travers son rôle de conseiller principal aux relations avec les Premiers Peuples à l'UdeM, M. Rainville s'occupe de la médiation entre les étudiant-e-s autochtones et les institutions de l'Université. Il succède à l'ancienne conseillère, Caroline Gélinas, qui occupait le poste depuis 2019. Parmi les multiples tâches qui lui sont confiées : veiller à la bonne représentation des Premiers Peuples, proposer des ateliers de sensibilisation et surveiller l'intégration des Autochtones au sein du personnel de l'Université avec les équipes des ressources humaines. Actuellement, 3 programmes et 45 cours en relation avec les cultures autochtones existent à l'Université, et M. Rainville espère voir ces chiffres augmenter au fil des ans.

Le conseiller a également pour mandat de s'assurer de la bonne application du plan d'action *Place aux Premiers Peuples*, adopté en 2020 par l'Université. Ce plan stratégique de grande

envergure a de multiples objectifs, notamment la lutte contre la discrimination, l'intégration d'employés autochtones, l'identification des obstacles, l'adaptation des services universitaires pour une meilleure réussite scolaire chez la communauté étudiante autochtone, ou encore la mise en valeur des cultures et langues des Premiers Peuples. « *Le choix de l'Université de Montréal a été de mettre de l'avant un plan d'action institutionnel qui ne se limite pas qu'aux défis des étudiants autochtones, mais à toutes les sphères de l'UdeM* », explique M. Rainville.

Pour le nouveau conseiller, les changements peuvent aussi s'opérer grâce à des événements récurrents tels que la semaine autochtone MITIG, laquelle valorise les cultures des Premiers Peuples, ou la journée du 30 septembre qui, depuis 2021, commémore les enfants disparus et les survivants des pensionnats.

Cet enjeu est encore douloureux pour la communauté autochtone, comme en témoigne l'étudiante au certificat en gestion philanthropique Daphné-Anne Olepika Takpanie Kiguktak. « *Durant un cours, un professeur a montré un documentaire sur des Autochtones qui sont allés dans les pensionnats, et nous n'avions pas été avertis, révèle-t-elle. J'ai trouvé ça très difficile, je n'ai pas pu rester en classe. Une discussion a ensuite été ouverte.* »

### L'option du dialogue

Pour M. Rainville, le dialogue doit être un moyen de s'entendre sur les points communs plutôt que de mettre l'accent sur les différences. « *Je vois des liens indéniables entre les enjeux des Premiers Peuples et la fierté des Québécois et des Québécoises par rapport à la langue française*, détaille-t-il. *Une alliance est possible pour permettre la protection et la revitalisation des langues autochtones.* »

La professeure invitée de langue innue au Centre de langues de la Faculté des arts et des sciences Yvette Mollen témoigne du caractère global de la question autochtone qu'a mis de l'avant M. Rainville, et lequel dépasse les frontières

de l'Université. « *À la fin des années 1980 et au début des années 1990, quand je suis arrivée en ville pour étudier, je me suis sentie très seule*, explique-t-elle. *Et la seule association pour aider les jeunes Autochtones n'était qu'anglophone. Ma langue seconde, c'est le français... Je n'ai pas pu avoir d'aide et j'ai ressenti cette solitude, ce sentiment d'être isolée.* »

Daphné-Anne Olepika Takpanie Kiguktak ressent aussi ce besoin de dialoguer. « *Je crois que ça serait une bonne chose si on avait accès à une personne-ressource disponible pour nous écouter, avance-t-elle. Comme une ou une psychologue formé à l'avance sur les réalités autochtones.* »

Ces sentiments de solitude et d'incompréhension vécus par de nombreux étudiant-e-s autochtones depuis des années ne sont pas étrangers à M. Rainville. Titulaire d'un baccalauréat en études internationales et langues modernes obtenu à l'Université Laval, d'un certificat en sciences de l'environnement et d'un diplôme de deuxième cycle en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal, le conseiller a lui-même vécu le manque de représentation auquel fait face la communauté étudiante autochtone. En revenant sur son parcours, il souligne ce qui l'a marqué : « *Les réalités des étudiants autochtones sont mal comprises. Moi, je l'ai définitivement ressenti au cégep et à l'université.* »

### La représentation au cœur des enjeux

Pour Mme Mollen, la nomination de M. Rainville à titre de conseiller principal aux relations avec les Premiers Peuples est un pas dans la bonne direction. « *Les Premiers Peuples sont étudiés, mais pas représentés*, regrette l'enseignante. *C'est à travers des personnes comme M. Rainville que les étudiants peuvent trouver un sentiment de représentation.* »

Daphné-Anne Olepika Takpanie Kiguktak partage le même avis et félicite l'Université de cette nomination. « *Je suis très contente pour Samuel, il est la personne parfaite pour ce poste*, mentionne-t-elle. *Il a cette personnalité qui fait qu'on se sent bien. Il a une belle approche et arrive toujours à nous soutenir de la meilleure façon qui soit !* »

Si M. Rainville s'engage et s'implique au sein de divers organismes, il voit en l'UdeM un établissement qui fournit des efforts et tend l'oreille et la main à la communauté autochtone. « *Je ne le dirai jamais assez, et ce sont les mots de Caroline Gélinas, ma prédécesseure : "L'Université de Montréal est à une étape d'investissement relationnel avec les Premiers Peuples"*, déclare-t-il. *Il faut bâtir des relations à long terme, réciproques et respectueuses. C'est d'abord et avant tout ça, et le reste va suivre.* »

# UN DÉJEUNER QUI REND PLUS LÉGER...



Photos Mathis Harpam

## LE COMPTE EN BANQUE

**Au Québec, le coût des aliments est en hausse\* et les campus de l'UdeM n'y échappent pas. Les services alimentaires ont récemment augmenté le prix des repas et boissons chez Local Local, ce qui ajoute une pression sur le budget des membres de la communauté étudiante.**

PAR FRANCIS HÉBERT-BERNIER

Une surprise attendait les étudiant-e-s au moment de leur retour sur le campus, après un début de session marqué par le retour des cours en ligne. Chez Local Local, le service alimentaire de l'Université qui recoupe la grande cafétéria Chez Valère, les cinq comptoirs de restauration, le dépanneur des résidences et un service de traiteur, des avis bien en vue affichaient une augmentation des prix.

« Quand j'ai vu qu'ils annonçaient une hausse de prix, je me suis dit : "Pardon ? C'est déjà très cher !" », témoigne l'étudiante en première année au baccalauréat en psychologie Baby-Lee Marcelin, rencontrée par *Quartier Libre* près du comptoir du pavillon Marie-Victorin.

### Une hausse inférieure à l'inflation

L'augmentation moyenne des prix est d'environ 5 à 7 %, selon le directeur des résidences,

hôtellerie et restauration de l'UdeM, Pascal Prouteau. « *Les gens vont dire : "7 %, vous êtes des voleurs !", mais ce qu'il est important de préciser, c'est que normalement, on les augmente de 3 à 4 % par année et qu'on ne l'avait pas fait depuis septembre 2019* », explique-t-il.

Le directeur rappelle que Local Local absorbe tout de même une partie de la hausse du prix des aliments. « *Nous ne faisons pas cela de gaieté de cœur*, déclare-t-il. *Ceux qui font leur épicerie le savent, il suffit de regarder six mois en arrière pour réaliser à quel point les prix ont augmenté.* »

Selon Statistique Canada, le coût moyen des aliments au pays aurait effectivement augmenté de 8,3 % depuis septembre 2019. Les services alimentaires de l'Université auraient donc un manque à gagner de 1,3 à 3,3 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'effet de la

pandémie sur les chaînes d'approvisionnement, selon le professeur adjoint au Département de géographie de l'UdeM et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique de l'alimentation et du bien-être, Sébastien Rioux. « *Nous sommes dépendants des marchés mondiaux pour une très grande partie de notre alimentation et il y a actuellement d'importants problèmes pour la mobilité des produits et pour la main-d'œuvre bon marché sur laquelle repose le système alimentaire* », précise-t-il.

Cette pression sur les prix touche certains produits plus que d'autres, dont le café, qui est de loin le produit le plus populaire chez Local Local, d'après M. Prouteau. Selon les documents consultés par *Quartier Libre*, depuis le 23 janvier 2022, le café coûte aux services alimentaires entre 9 et 33 % de plus lorsqu'ils s'approvisionnent auprès de leur fournisseur. Les hausses varient notamment en fonction



de la provenance et des types de café achetés : en grain, moulu, K-cup, décaféiné, etc. Selon le directeur, elles sont en partie absorbées par les services alimentaires.

### Le prix de la rentabilité...

Local Local s'efforce de diminuer ses frais d'exploitation pour éviter de passer la facture à la communauté universitaire, d'après M. Prouteau. « *Nous sommes obligés de revoir toute notre logistique et nos opérations* », précise-t-il. Le service alimentaire aurait entre autres rendu l'un des deux camions qu'il louait pour le service de traiteur, même si celui-ci fonctionnait très bien, afin de poursuivre ses opérations.

M. Prouteau veut toutefois éviter de sacrifier des employés ou de faire des concessions sur la qualité des aliments, ce qui laisserait peu de place pour absorber la hausse du coût de ces derniers. Il précise que Local Local ne cherche pas à faire de profit, mais simplement à être rentable. « *Il faut tout de même payer la matière première et les employés, qui ont droit à des conditions de travail généralement pas mal meilleures que ceux qui travaillent dans certaines chaînes de restaurant ou dans les supermarchés* », indique-t-il.

Baby-Lee Marcelin dit comprendre que l'Université gère elle-même ses services alimentaires et qu'elle ne cherche pas à en tirer profit, mais elle voit tout de même les choses différemment. « *Avec ce que l'on paie en frais de scolarité, la nourriture pourrait être moins chère* », avance-t-elle.

### ... et de la transition écologique ?

Il est également normal que l'utilisation de produits locaux, privilégiés par Local Local, ce que sous-entend son nom, vienne faire grimper la facture, selon M. Rioux. Il rappelle que pour l'immense majorité des services alimentaires, la production et la distribution des aliments reposent sur l'exploitation de travailleurs qui gagnent à peine de quoi survivre. « *Le système*

*alimentaire actuel arrive à faire baisser les prix de façon importante en exploitant la main-d'œuvre d'ailleurs*, déplore-t-il. *Évidemment, lorsque les processus de production sont faits "à la maison", les prix montent considérablement.* »

Le développement durable est aussi au cœur de la mission de Local Local, soutient M. Prouteau. « *Nous misons beaucoup sur les produits locaux, la nourriture de qualité et les options santé, mais c'est évident que ça se répercute sur le coût* », justifie-t-il. Selon lui, il est important que l'Université soit un exemple à suivre en la matière. « *Nous sommes conscients que la communauté universitaire ne roule pas sur l'or, et nous sommes constamment en train de jongler entre la qualité de la nourriture, le coût et le facteur écologique* », poursuit-il.

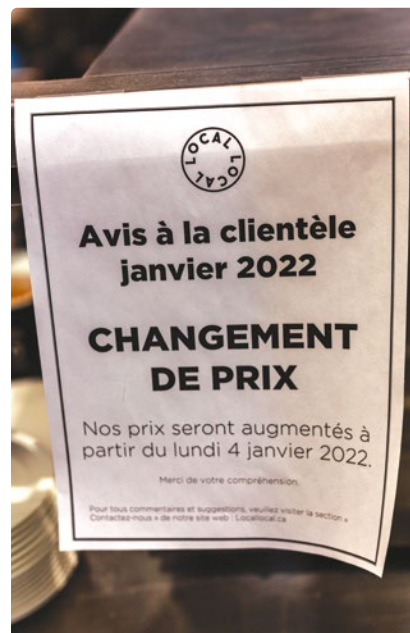
L'étudiante en première année au baccalauréat en psychologie Océane Magnan partage le même avis. « *Je n'ai pas beaucoup d'argent, j'aimerais que ce soit moins cher, mais en même temps, je trouve que protéger l'environnement est important*, témoigne-t-elle. *C'est peut-être le prix à payer, malheureusement.* »

Cette réflexion illustre bien le cœur du problème, selon M. Rioux. « *C'est facile pour quelqu'un qui gagne 300 000 \$ par année d'encourager les producteurs locaux et écoresponsables, mais les étudiants vivent souvent sur des prêts, fait remarquer le professeur. Ils n'ont pas la possibilité de vivre selon leurs valeurs.* »

### Une écotaxe à venir

Pour mieux s'arrimer aux valeurs étudiantes, Local Local travaille aussi à réduire les déchets que produisent ses services. « *Je ne sais pas si le zéro déchet est réaliste, mais nous aimerions nous en approcher le plus possible* », affirme M. Prouteau. Ainsi, en plus de l'application CANOtoGo, laquelle permet déjà d'emprunter des tasses, des plats réutilisables seront proposés à partir de la session d'automne 2022.

Le directeur de Local Local précise que les étudiant-e-s devront d'ailleurs payer d'ici quelques



Cette pression sur les prix affecte certains produits plus que d'autres. Le café est un de ceux-là.

mois une écotaxe s'ils privilégient des produits avec des emballages ou des contenants à usage unique. Celle-ci sera de 25 cents pour les tasses et de 50 cents pour les autres emballages. « *Nous avons réalisé que les autres universités le faisaient et que si nous ne touchions pas au portefeuille des gens, ils n'étaient pas prêts à faire les efforts* », déclare-t-il.

M. Prouteau rappelle que Local Local paie pour que le service de location de tasses soit gratuit. Ces frais équivalraient au prix avec taxe d'un gobelet compostable, soit 20 cents par tasse. À ce montant s'ajoute le prix de la main-d'œuvre et des produits nécessaires pour la manipulation et le nettoyage des tasses. « *Un montant que l'on est heureux de payer, parce que ça nous amène dans la bonne direction* », souligne-t-il.

L'arrivée prochaine de l'écotaxe est vue comme un moindre mal par Océane Magnan : « *C'est comme les sacs de plastique*, explique-t-elle. *Si tu ne prévois pas ton plat, c'est ton problème, surtout s'il y a d'autres options. À un moment donné, il faudra sortir du plastique.* »

Malgré la hausse de prix récemment annoncée, M. Prouteau considère toujours que Local Local doit veiller à ce que les étudiant-e-s aient accès à de la nourriture abordable. « *Nous savons que la communauté étudiante ne roule pas sur l'or, c'est pour ça que nos hausses demeurent inférieures à l'inflation*, résume-t-il. [...] *Étant autofinancés, nous cherchons la rentabilité afin de payer les charges et évoluer au niveau du développement durable.* »

## BREF HISTORIQUE DE CHEZ VALÈRE

La cafétéria Chez Valère a été nommée ainsi en 2003, en hommage à l'ancien chef des cuisines, Valère Lavallée. De 1935 à 1970, M. Lavallée servait lui-même les repas qu'il préparait, apportait un soutien à la communauté étudiante et s'impliquait aussi au niveau de l'Université, selon les témoignages de personnes qui ont pu le côtoyer.

L'homme bien-aimé a laissé sa marque dans l'imaginaire de la collectivité udemienne. On rapporte qu'il s'affairait à proposer de la nourriture de qualité et qu'il s'efforçait de rendre le tout aussi abordable que possible pour la communauté étudiante.

Selon les archives du 24 novembre 2003 de la revue *Forum* de l'Université de Montréal.

\*Selon le Rapport annuel sur les prix alimentaires, 2022

# LE DILEMME DES PSYCHOLOGUES DE DEMAIN

Une lettre envoyée par des doctorant·e·s en psychologie au journal *Le Devoir* a causé un choc dans les médias de la province. Alors qu'y est dénoncé le processus d'approbation des internats, le débat s'est rapidement élargi aux conditions de travail des psychologues dans le secteur public. Le témoignage de quatre finissantes laisse entrevoir des expériences plus variées qu'il n'y paraît.

PAR RENAUD CHICOINE-MCKENZIE



Photo | Javier Allegue Barros sur unsplash.com, modifiée par Quartier Libre

Trois pages suffisent parfois à enflammer un débat en dormance. Et dans le champ de la psychologie au Québec, les conditions sont propices à l'ignition. Ces trois pages, ce sont celles d'une lettre anonyme adressée à la direction du Département de psychologie de l'UdeM le 4 février dernier. Celle-ci dénonce d'abord un système d'attribution des internats qui « *semble manquer de cohérence, de transparence et d'objectivité* », une accusation contre laquelle la direction du Département se défend. Les critères d'approbation des milieux où sont réalisées des activités cliniques reflètent les exigences de formation établies par l'Ordre des psychologues du Québec, selon l'attachée de presse de l'UdeM, Julie Cordeau-Gazaille. Le processus d'acceptation des stages en milieu privé est long et se fait au cas par cas.

L'étincelle vient toutefois d'ailleurs. Dans la lettre, la dénonciation de la « *pression* [que subissent les doctorant·e·s] à *pratiquer dans le réseau public de santé* » a mis le feu au débat.

## Un choix déchirant

En effet, le réseau public manque cruellement de personnel selon la Coalition des psychologues du réseau public québécois, et plusieurs

commentateurs ont avancé que les doctorant·e·s en psychologie ont une responsabilité vis-à-vis de celui-ci. Le secteur public rebute les finissant·e·s alors que quelque 20 000 patient·e·s y sont sur des listes d'attente. « *Nous voulons aller travailler dans le public* », assure pourtant la vice-présidente de la Fédération interuniversitaire des doctorant·e·s en psychologie au Québec (FIDEP), Stéphanie Juneau. Celle qui est également doctorante en psychologie à l'UQAM souligne que 75 % des doctorant·e·s en psychologie partagent cette volonté, mais que seulement une minorité d'entre eux et elles y reste à long terme.

« *C'est vraiment déchirant pour moi, car ça fait dix ans que j'espère travailler dans le public.* »

**Delphine** (prénom fictif)

Doctorante en psychologie à l'UdeM

Pourtant, les doctorant·e·s qui réalisent leur internat d'un an dans le réseau public reçoivent, depuis 2019, une bourse de 25 000 \$ du gouvernement du Québec. Pour une année de tra-

vail de 1 600 heures, cette somme représente un salaire de 15,62 \$ de l'heure. De plus, cette bourse est conditionnelle à deux ans de pratique dans le milieu public à la suite de l'obtention du diplôme. La FIDEP considère que cet incitatif est insuffisant, surtout que la bourse ne change pas les conditions de travail dans le système public.

Résultat : un exode rapide de la profession vers le privé. Selon les données de la FIDEP, seulement 25 % des nouveaux psychologues restent dans le secteur public après avoir terminé les deux années nécessaires à l'obtention de la bourse de Québec. Après cinq ans, cette minorité s'effrite et plonge à 10 % environ (41 % des 25 % initiaux).

Le secteur public n'est toutefois pas exempt de qualités. Selon certaines doctorant·e·s, dont Stéphanie Juneau, l'interdisciplinarité du milieu de travail en fait un lieu d'apprentissage exceptionnel. Par exemple, les psychologues y sont appelés à travailler conjointement avec des travailleurs sociaux et des médecins d'autres disciplines. De même, la complexité des cas est une source de motivation pour les thérapeutes, selon la vice-présidente de la FIDEP.

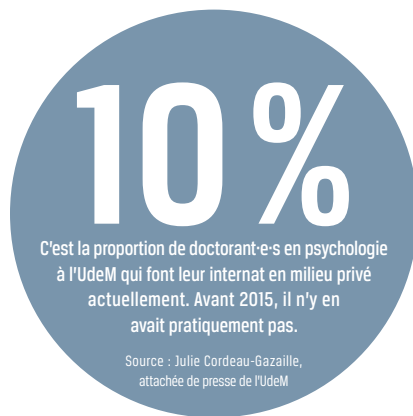


Les nouveaux-elles psychologues font ainsi face à des avantages autant qu'à des inconvénients lorsqu'ils et elles entrent dans le secteur public, et les soupeser s'avère un exercice très personnel. Le témoignage de quatre étudiantes au doctorat en psychologie ayant fait un internat dans le secteur public met en lumière une variété d'expériences.

## Une bureaucratie à obstacles

« *J'ai toujours voulu travailler au public à temps plein* », assure Delphine\*, une doctorante en psychologie de l'UdeM qui a fait son internat en troisième ligne, c'est-à-dire dans une clinique spécialisée du système public. Mais entre cette volonté et celle de finir ses études, il existe une contradiction, selon elle. « *Être restée dans le secteur public après mon internat, ça ne m'a pas aidée à pouvoir déposer ma thèse* », témoigne-t-elle. Elle est d'avis que la cause réside dans des tâches administratives trop lourdes, entre des rapports à faire sur toute l'histoire médicale d'un client qui n'a consulté que le temps de quelques séances, la responsabilité du rôle des travailleurs sociaux, ou encore l'accumulation d'un nombre excessif de clients. Le travail de l'internat dépasse souvent le rôle normal d'un thérapeute, souligne Delphine. « *Quand j'ai des collègues qui me demandent s'ils devraient rester au public après leur internat, je leur dis d'aller au privé s'ils veulent terminer leur thèse* », avoue-t-elle.

L'autre doléance des doctorantes rencontrées porte sur l'autonomie professionnelle. La doctorante en psychologie à l'UdeM Audrey Francoeur, porte-parole des soutiens anonymes de la lettre envoyée au Département de psychologie, révèle que le travail des psychologues est souvent le sujet de remarques qui n'ont pas lieu d'être. « *Il va y avoir plein de professionnels impliqués qui vont nous donner leur opinion sur une thérapie quand, en principe, c'est nous qui avons la for-*



*mation pour savoir si c'est la bonne*, explique-t-elle. *On ne nous laisse pas l'espace pour faire le travail comme il le faut. On dirait que notre rôle est diminué.* »

## Un milieu riche

La doctorante à l'Université McGill Vanessa Wavo et celle à l'Université du Québec en Outaouais Isabelle Charbonneau effectuent toutes deux leur internat à l'Hôpital de Montréal pour enfants. Selon elles, la constitution du travail en équipe est au contraire une source d'apprentissages et de richesse. « *C'est vraiment une expérience très enrichissante du point de vue des connaissances, mais aussi au niveau personnel !* », assure Isabelle Charbonneau qui se spécialise en neuropsychologie. Vanessa Wavo abonde en ce sens et, pour elle, travailler dans le secteur public signifie accéder à une panoplie d'ateliers gratuits.

La complexité des cas rencontrés par les psychologues du secteur public participe aussi au perfectionnement des internes. « *On voit des enfants de différents âges avec des problématiques et des conditions médicales variées, qui*

*touchent différents troubles : neurodéveloppementaux, apprentissage...* », détaille Isabelle Charbonneau.

## Une mission, un sacrifice et un consensus

Pour ces doctorantes, la décision de rester ou non dans le secteur public semble tenir à la balance entre devoirs et désagréments. Isabelle Charbonneau et Vanessa Wavo, qui affichent une volonté d'y rester, mettent l'accent sur le caractère social de leur profession. « *Ce sont des services qui devraient être gratuits*, affirme la première. *Le fait de ne pas s'adonner à l'exercice de travailler dans le public, ça envoie un drôle de message.* » « *Le plus important, c'est de pouvoir offrir un service gratuit auprès des populations vulnérables* », ajoute la seconde.

Cette opinion ne signifie pas pour autant que les doctorant-e-s qui se tournent vers le privé n'éprouvent pas de responsabilités vis-à-vis de ces populations. Mais pour elles et eux, le sacrifice d'une autonomie professionnelle et celui d'un salaire à la hauteur de leurs attentes sont trop grands. « *C'est vraiment déchirant pour moi, car ça fait dix ans que j'espère travailler dans le public* », déclare Delphine, pour qui le choix ne va pas de soi.

Enfin, toutes s'accordent sur une chose : leur travail n'est pas reconnu à sa juste valeur. « *On manque de reconnaissance dans le milieu public* », déplore sans hésiter Isabelle Charbonneau. De son côté, Vanessa Wavo appuie la lettre des doctorant-e-s de l'UdeM. Le même son de cloche retentit chez la FIDEP. « *Nous, ce qu'on aimerait, c'est que le gouvernement réalise l'importance de ce que font les internes dans le réseau public* », insiste Stéphanie Juneau.

\*Prénom fictif

CISM  
89,3

# LE LONG CHEMIN VERS LA RECONNAISSANCE

Des étudiant-e-s en situation de handicap invisible de l'UdeM ont fondé en novembre 2021 un regroupement pour, entre autres, sensibiliser la communauté universitaire à leur réalité. Selon eux, même si des services d'accompagnement sont offerts par l'UdeM, des accommodements supplémentaires sont nécessaires.

PAR CLÉMENCE DELFILS

Les handicaps invisibles sont nombreux et ne se ressemblent pas. Anxiété, problèmes moteurs, troubles de l'attention, troubles auditifs, chaque situation nécessite une prise en charge particulière. Pour faciliter leur accompagnement, les membres de la communauté étudiante concernés sont les premiers à s'engager.

« On veut créer un safe space pour les étudiants touchés, où ils pourront parler à d'autres personnes qui vivent la même situation qu'eux. »

**Charles Parent-Richard**

Cofondateur du RÉSHI et étudiant en deuxième année au baccalauréat en cinéma

Le Regroupement des étudiants et des étudiantes en situation d'handicap (sic) invisible de l'UdeM (RÉSHI), lancé en novembre 2021, se distingue des organismes d'aide, en accordant aux handicaps invisibles une place centrale. Plusieurs objectifs motivent ses fondateurs : « On veut créer un safe space [espace sûr] pour les étudiants touchés, où ils pourront parler à d'autres personnes qui vivent la même situation qu'eux », explique son cofondateur et étudiant en deuxième année au baccalauréat en cinéma, Charles Parent-Richard.

Selon la fondatrice du RÉSHI et étudiante au baccalauréat en science politique et philosophie, Mathild Ramirez, cet échange pourrait être simplifié par la construction d'un discours propre au handicap invisible. « Souvent, les personnes touchées ne savent pas comment exprimer leurs expériences, souligne-t-elle. On veut créer une terminologie pour faciliter ce partage. »



Photo du haut : Charles Parent-Richard, diagnostiqué comme dyspraxique, est cofondateur du RÉSHI.

Photo du bas : Mohamed Auda est touché par un sévère trouble auditif.

Photos: Mathild Ramirez



# 2744

C'est le nombre d'étudiant-e-s en situation de handicap à l'UdeM en 2021. Depuis 2011, ce nombre a presque sextuplé : seulement 406 d'entre eux et elles étaient reconnu-e-s comme étant en situation de handicap.

Source : Rapports annuels de l'Association québécoise interuniversitaire des conseillers aux étudiants en situation de handicap

Pour garantir ces objectifs, les membres du Regroupement cherchent à privilégier la fondation de bases solides. « *Pour l'instant, nous sommes encore au premier stade de communication* », précise Charles Parent-Richard. « *Nous voulons entendre la voix des étudiants pour savoir quel projet est prioritaire* », ajoute Mathild Ramirez. Le dialogue est déjà bien amorcé, selon le programme de l'organisation, qui proposait une première activité de groupe le vendredi 18 février dernier, avant que celle-ci ne soit reportée. « *C'est une sorte de speed dating prenant en compte le handicap, pour trouver un partenaire d'études, pour se créer un petit réseau* », détaille Charles Parent-Richard.

« *On pourrait passer inaperçu si on ne contactait pas les services adéquats. Il faut faire le premier pas.* »

**Mohamed Auda**

Étudiant en première année à la Faculté de médecine

Les ambitions du RÉSHI dépassent également les limites de l'organisation. « *Nous cherchons aussi à sensibiliser les gens au sujet des handicaps invisibles*, déclare Mathild Ramirez. *Les personnes qui ne sont pas en situation de handicap, mais aussi celles qui le sont et qui ne trouvent pas les outils nécessaires pour être aidées.* »

Un besoin de sensibilisation que reconnaît l'étudiant en première année à la Faculté de médecine Mohamed Auda, touché par un sévère trouble auditif. « *Sensibiliser les étudiants et les professeurs aux handicaps auditifs, ce n'est pas assez récurrent*, estime-t-il. *Chaque faculté devrait prendre de 10 à 15 minutes pour expliquer notre situation.* » Si la création d'une association permet l'ouverture d'un dialogue entre les étudiant-e-s, leur accompagnement implique aussi et avant tout l'administration de l'UdeM, comme en témoignent les principaux concernés.

## Une machine bien huilée ?

Les organismes d'aide de l'UdeM, comme le service de Soutien aux étudiants en situation de handicap (SESH), proposent diverses solutions d'accompagnement. « *Le SESH s'occupe du tiers temps [NDLR : Temps supplémentaire accordé aux personnes en situation de handicap lors d'une évaluation] et m'a aidé à trouver une assistance pour l'écriture*, explique Mohamed Auda. *La Faculté de médecine, quant à elle, m'a permis d'étudier dans des groupes de travail réduits où l'on est autorisé à enlever les masques, ce qui m'aide à mieux communiquer.* » À chaque organisme son propre rôle. Un mélange qui semble faire ses preuves.

Charles Parent-Richard, diagnostiqué depuis de nombreuses années comme étant dyspraxique, un trouble du développement de la coordination, le confirme. « *Pour ce qui est de l'Université, j'ai beaucoup d'accommodements*, indique-t-il. *Pour moi, tout se passe bien, mais c'est grâce aux nombreux rapports de médecins qui prouvent ma dyspraxie.* »

Quelques nuances apparaissent déjà dans le discours du cofondateur du RÉSHI, car malgré le besoin de contextualisation scolaire, la situation des étudiant-e-s concerné-e-s dépend aussi et avant tout, d'après lui, de la reconnaissance qui leur est accordée en dehors du cadre universitaire.

## La nécessité d'un diagnostic

Ce dernier point rappelle la spécificité des handicaps invisibles. « *Pour faire partie du SESH, il faut un papier du médecin, mais si personne ne peut prouver ta situation, c'est plus compliqué* », souligne Charles Parent-Richard. En effet, c'est sur la base des diagnostics établis en dehors de l'Université que le SESH se doit d'accompagner les étudiant-e-s en situation de handicap. « *La prise en charge est obligatoire du fait de la Loi pour l'exercice des droits des personnes handicapées*, explique la professeure titulaire au Département de psychopédagogie et d'andragogie Nathalie Trépanier. *Quand une personne a un diagnostic, elle doit être accommodée dans les institutions publiques.* »

Mais qu'en est-il en l'absence de diagnostic ? Certains cas de handicaps invisibles restent peu connus. Leur caractère imperceptible ne facilite pas leur reconnaissance, selon Mathild Ramirez. C'est le cas du lupus, une maladie auto-immune dont elle est atteinte et qui n'a que tardivement été reconnue. « *Jusqu'à il y a encore peu de temps, je n'étais même pas reconnue comme personne en situation de handicap*, confie l'étudiante. *J'ai toujours dû pousser pour avoir des accommodements. Nous sommes beaucoup à avoir vécu une situation où nous devons nous justifier.* »

## De la responsabilité étudiante à la méconnaissance professorale

La fondatrice du RÉSHI souligne un point essentiel pour la bonne compréhension de l'accompagnement des étudiant-e-s en situation de handicap invisible : ils et elles sont à la base de la chaîne décisionnelle. Or, certains membres du corps professoral sont peu renseignés sur cette réalité, selon Mme Trépanier. « *Tous les professeurs ne sont pas sensibilisés*, déplore-t-elle. *Il y en a qui sont à des années-lumière de ces préoccupations-là.* »

Mathild Ramirez souligne le problème avec plus de sévérité. « *Les professeurs me disent : "Nous ne pouvons plus savoir ; il y a tellement de situa-*

*tions, c'est trop compliqué"*, rapporte-t-elle. *Nous faire dire que la situation est trop compliquée par une personne valide, c'est dur à entendre.* »

Pour compenser ce manque de reconnaissance, les étudiant-e-s souffrant d'un handicap invisible disent devoir redoubler d'efforts. « *Comme étudiant, quand tu sais que tu as des besoins d'adaptation, il faut chercher les services* », déclare Mme Trépanier. Mohamed Auda confirme lui aussi ce risque d'être oublié des services de soutien. « *On pourrait passer inaperçu si on ne contactait pas les services adéquats*, estime-t-il. *Il faut faire le premier pas.* »

« *Parfois, avec tout ce que quelqu'un vit, les cours, l'acceptation de soi, on peut se sentir débordé et la date limite pour faire une demande d'accommodement peut arriver rapidement*, souligne Charles Parent-Richard. *C'est beaucoup de poids sur les épaules. Surtout si tu viens d'être diagnostiqué.* »

## Ce que la COVID-19 a changé

La situation pandémique complique encore davantage la prise en compte des handicaps invisibles. « *Ça a changé énormément*, affirme Mohamed Auda. *Avec le masque, tout est plus dur. J'arrive chez moi plus épuisé, je n'ai plus le goût d'étudier. Je veux juste dormir et relâcher.* »

Mathild Ramirez dresse un bilan similaire. « *Tous les accommodements avec le distanciel qui ne fonctionnent pas pour les étudiants valides fonctionnent encore moins pour une personne qui a un handicap* », constate-t-elle. Selon elle, la situation pourrait pourtant ouvrir de nouvelles voies pour les étudiant-e-s concerné-e-s. « *Il y a une chose intéressante*, observe-t-elle. *L'Université a annoncé vouloir étendre le distanciel pour les personnes en situation de handicap.* » Mme Trépanier voit ce changement d'un bon œil. « *Les étudiants sont plus directement mis en relation avec leurs professeurs sur des plateformes comme StudiUM* », affirme-t-elle. Reste à savoir ce qu'il restera de ces initiatives après la pandémie.

# LES MÈMES POUR DÉDRAMATISER

Les mèmes sont un incontournable de la culture Web. Après deux ans de confinement et de cours en ligne, *Quartier Libre* a essayé de décortiquer le rôle que ces publications humoristiques ont pu jouer sur l'humeur de la communauté étudiante.

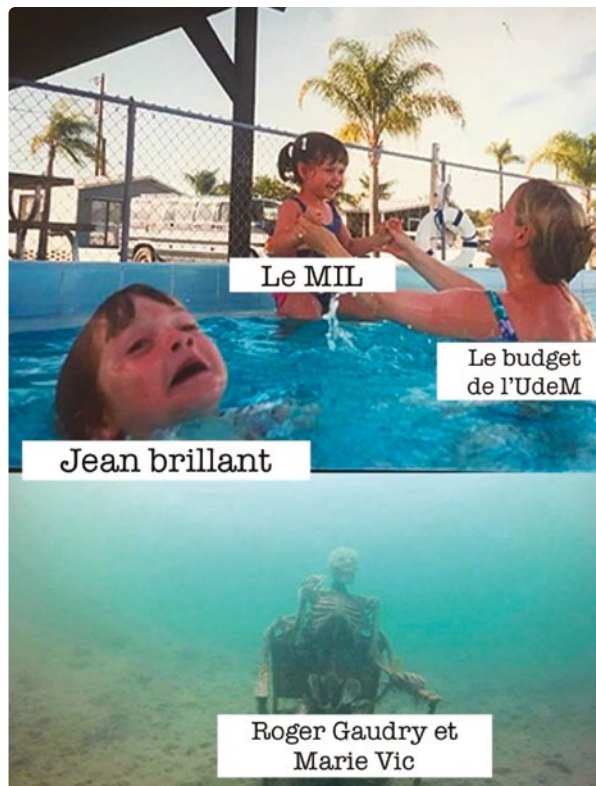
PAR ALEXIS DRAPEAU-BORDAGE

Avant de se lancer dans le cœur du sujet, répondre à une question très simple s'impose : un mème, c'est quoi ? Pour la plupart des personnes, sa définition est semblable à celle que donne l'un des administrateurs de la page Facebook *Spotted: UDeM*, laquelle sert entre autres de lieu de partage de mèmes par et pour la communauté étudiante.

« C'est avant tout une situation du quotidien qu'on tourne en dérision avec une image drôle tirée d'Internet », explique-t-il sous couvert d'anonymat. L'identité secrète des administrateurs est une tradition dans ce style de page. Elle permet, selon lui, d'éviter d'associer la page à des étudiant-e-s en particulier, ce qui pourrait nuire à son objectif : représenter les humeurs, sentiments et réactions de l'ensemble de la communauté étudiante.

Parmi les mèmes populaires retrouvés sur la page *Spotted: UDeM*, certains font directement référence à l'Université. L'un d'eux, publié le 11 février dernier, représente une femme et sa fille symbolisant respectivement le campus MIL et le budget de l'UdeM, et en train de rire et de s'amuser dans une piscine. À côté, un enfant semble se débattre dans l'eau et ne reçoit aucune aide. Il représente le pavillon Jean-Brillant. En dessous, se trouve un squelette dans un fond marin : il s'agit des pavillons Roger-Gaudry et Marie-Victorin. La publication a été « aimée » par plus de 2 600 personnes et commentée plus de 800 fois.

D'autres mèmes font référence à la réalité vécue par la communauté étudiante ces derniers mois, avec la crise sanitaire en toile de fond. Le retour en présentiel sur le campus le 31 janvier dernier, par exemple, en a fait l'ob-



Images : Mèmes tirés de la page Facebook Spotted: UDeM

« Je vois les mèmes  
comme la comédie  
athénienne de notre temps,  
une façon de traiter  
avec humour des  
sujets sociaux. »

**William Bouchard**

Étudiant à la maîtrise en études classiques  
et créateur de mèmes

jet. Dans un mème publié le 27 janvier dernier sur *Spotted: UDeM*, une femme déguisée en Blanche-Neige, souriante, représente le retour en présentiel. À côté d'elle, une petite fille en train de manger, avec l'air particulièrement blasé, représente les étudiant-e-s qui ne pourront plus se réveiller cinq minutes avant le début des cours. La publication a recueilli plus de 1 100 « j'aime » et plus de 800 commentaires.

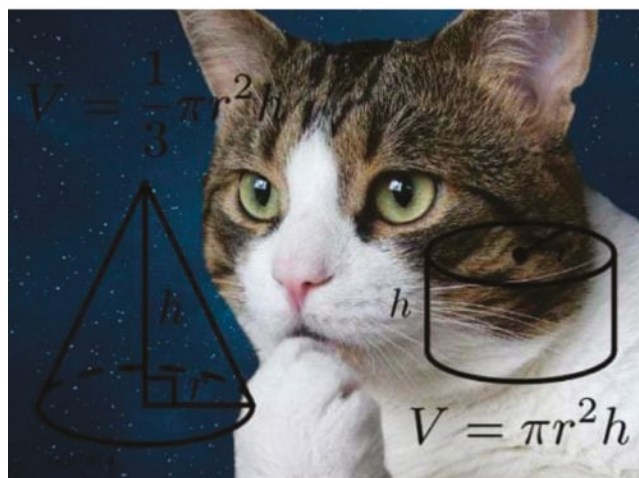
Le professeur de littérature et de sémiologie à l'Université de Hearst, en Ontario, Stéphane Girard, et la doctorante en sémiologie à l'Université du Québec à Montréal et chercheuse spécialisée en études de la culture populaire Megan Bédard, ont coécrit l'ouvrage *Pour que tu mèmes encore*. Paru en 2021 aux éditions Somme toute, il s'agit d'une « étude mémétique » qui analyse la nature des mèmes et leurs effets. M. Girard explique que le terme « mème » tire son origine d'un concept voulant qu'il soit « l'équivalent culturel des gènes », soit une unité de base qui se transforme par ses reproductions.

Une même photo, comme celle de la piscine publiée sur *Spotted: UDeM*, peut en effet être réutilisée avec d'autres étiquettes, pour représenter un tout autre sujet.

## Le rôle social des mèmes

La fonction première d'un mème est la communication au sens large. Le « chroniqueur mèmes » Mathieu Aubre, connu sous le nom de Mathieu le malin, aborde « l'humour d'Internet » sur les ondes de CISM 89,3 FM dans l'émission *On prend toujours un micro pour la vie*. Il y voit avant tout un moyen de créer un lien d'unité, de rassemblement d'indivi-





-Udem : "Maintenez 2 mètres d'espace entre vous dans les salles"  
 -Aussi l'Udem : \*Met des cours de 75 élèves dans des salles de 75 places"

des qui se sentent tous membres d'un même groupe grâce aux codes culturels partagés par les autres. « *Ils se sentent tous faire partie de la joke, car [ils ont] le même référent* », explique-t-il. Il ajoute que de nombreux groupes politiques se servent de mèmes pour garder des liens forts entre leurs membres et communiquer sur divers enjeux.

L'étudiant à la maîtrise en études classiques et créateur de mèmes William Bouchard partage le même avis que Mathieu Aubre. « *Je vois les mèmes comme la comédie athénienne de notre temps, une façon de traiter avec humour des sujets sociaux* », témoigne-t-il.

Ce rôle de critique humoristique de la société a longtemps été détenu par les médias traditionnels, au travers notamment de caricatures. Mais cette réalité est maintenant en déclin, selon le juriste et professeur en droit spécialisé en droit des médias, de l'information et du cyberspace à l'UdeM Pierre Trudel. « *C'est plus risqué qu'avant de se livrer à la critique sous le mode humoristique* », souligne-t-il. Des poursuites judiciaires peuvent aujourd'hui être intentées de la part des personnes ou des institutions moquées. Il relève notamment que le *New York Times* a cessé de publier des caricatures politiques en 2019. « *Les médias sentent périodiquement le besoin de s'excuser* », précise-t-il.

Ce phénomène proviendrait, selon lui, en partie du « traumatisme » des événements de l'attentat de *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015. Ces changements seraient aussi dus au climat d'hostilité, beaucoup plus important qu'auparavant, de la population envers les médias traditionnels. Selon M. Trudel, le mème devient dans ce contexte une forme nouvelle de cari-

cature, qui aurait évolué pour mieux s'intégrer dans l'espace actuel.

### Des bienfaits pour la santé mentale ?

Pour l'étudiante à la maîtrise en intelligence d'affaires à HEC Montréal Gabriela Ionescu, les mèmes et autres publications humoristiques l'ont aidée à « oublier » ses problèmes. « *J'avais [les mèmes de Spotted: UDeM] parmi les posts de TVA Nouvelles, ça au moins, ça me faisait sourire* », mentionne-t-elle en parlant de son fil d'actualité Facebook.

M. Girard décrit plusieurs aspects du bien-être mental qui peuvent être améliorés par les mèmes. Il explique que ces derniers peuvent par exemple aider à se familiariser avec une nouvelle réalité, comme celle vécue lors des confinements, et qu'ils donnent un sens à des événements réels plus difficiles à gérer. Il ajoute que les mèmes permettent aussi « *d'illustrer ce que les personnes vivent intérieurement, en leur donnant la possibilité de s'exprimer de manière très explicite* ».

Pourtant, l'élan de créativité de la communauté étudiante ne semblait pas être à son apogée en plein cœur de la crise sanitaire. L'administrateur de *Spotted: UDeM* confie avoir reçu des messages de détresse tous les deux jours, durant le premier confinement de 2020. Pendant cette période, il a également remarqué une forte baisse dans la soumission de mèmes par les membres de la page, un constat partagé par le chroniqueur de CISM. Celui-ci a noté, dans les mois qui ont suivi l'annonce du confinement, un ralentissement dans la production de nouveaux mèmes, probablement en raison de la mise à l'arrêt générale, y compris de la culture populaire. Il a également

remarqué des messages plus sérieux pour apporter un soutien psychologique sur plusieurs pages.

### Des sujets fédérateurs

Depuis, les mèmes fusent à nouveau. Selon un autre administrateur de *Spotted: UDeM*, la clé du succès de cette page Facebook est de proposer des mèmes qui suivent une ligne directrice. « *Les mèmes restent en lien avec l'UdeM, sans non plus viser un programme ou un cours spécifique* », explique-t-il. Par exemple, les mèmes sur les examens de mi-session et de fin de session sont des valeurs sûres pour la page. Le fait d'éviter un sujet polémique spécifique vise à rassembler le plus possible, mais aussi à éviter certaines plaintes que les administrateurs de la page ont reçues dans le passé, notamment au sujet de mèmes visant des cours précis.

Certains sujets sont, selon lui, à proscrire, comme les questions qui demandent une prise de position dans un débat, surtout si ladite position est contre l'Université. « *Pour notre réputation et pour la valeur de notre diplôme plus tard, on ne peut pas se permettre de poster des choses qui descendent notre Université* », explique l'administrateur.

Bien que Gabriela Ionescu et William Bouchard aient espéré voir des mèmes sur des enjeux tels que la subvention des énergies fossiles, tous deux reconnaissent qu'une page de ce style ne peut probablement pas se le permettre. « *Je peux comprendre pourquoi c'est une situation délicate, concède William Bouchard. Tant qu'ils [les administrateurs de la page] laissent les étudiants s'exprimer, ils ont la totale liberté de ne pas prendre position.* »

# LA SCÈNE BALINAISE À L'HONNEUR

Le 14 décembre dernier, le gamelan, instrument de musique indonésien, a été reconnu comme patrimoine immatériel culturel de l'humanité par l'UNESCO. *Quartier Libre* s'est interrogé sur le rôle de l'UdeM, première hôtesse de cet instrument au Québec, dans sa reconnaissance et la diffusion de sa culture.

PAR CHARLOTTE MARSCHALL

« **J**'ai été frappé par le dynamisme et la puissance des percussions, témoigne l'étudiant à la maîtrise en musicologie Laurent Bellemare. Il y a un côté percutant et flamboyant ainsi qu'une rapidité dans les pièces balinaises traditionnelles, qui est venue me chercher sur le plan émotif. »

En 2014, il assiste pour la première fois à un concert de l'ensemble de musique balinaise en résidence à l'Université, baptisé Giri Kedaton (Montagne royale en balinaise, en référence au mont Royal). « Je n'en revenais pas que cette musique existe, et encore moins à Montréal », poursuit l'étudiant, qui travaille à faire la promotion de la culture balinaise sur la scène montréalaise à travers ses recherches.

« Il y avait quelque chose de fascinant, car c'était une façon plus intuitive d'apprendre la musique. »

**Alexandre David**

Superviseur de l'atelier de gamelan à l'UdeM

L'île de Java est l'épicentre supposé du gamelan. Les métallogones, les gongs et les tambours traditionnels de l'instrument sont immortalisés dans des sculptures et des gravures dès le IX<sup>e</sup> siècle. Le gamelan se compose lui-même de plusieurs instruments posés sur des châssis de bois ornés de motifs rouge et or : des gongs suspendus, des tambours « kendhang » et des gongs produisant des sonorités différentes.

« Une façon plus intuitive d'apprendre la musique »

« C'est une musique qui s'apprend par tradition orale », explique le superviseur de l'atelier de gamelan à l'UdeM, Alexandre David. Initié à la musique rock et au métal, il découvre le gamelan en 2008, lorsqu'il s'inscrit à la Faculté de musique. « Ça m'a beaucoup interpellé, c'est



Photos | Maïnis-Harpham

L'étudiant à la maîtrise en musicologie Laurent Bellemare, frappé par le dynamisme et la puissance des percussions, consacre son sujet de recherche au gamelan au Canada.

une sonorité avec laquelle je n'étais pas familier, explique-t-il. Il y avait quelque chose de fascinant, car c'était une façon plus intuitive d'apprendre la musique. » Après un séjour de deux mois à Bali, il rejoint le groupe Giri Kedaton. Bien que les groupes de gamelan se soient multipliés depuis sa création, celui-ci reste le seul à posséder un gamelan gong kebyar à cinq notes au Canada. Le groupe, composé d'une vingtaine de musicien-ne-s, associe sa musique à des prestations de danseuses et danseurs balinaise, comme Ni Komang Swijani et Annick Brault.

Comme lui, de nombreux étudiant-e-s de l'atelier se rendent à l'Institut Seni Indonesia Denpasar dans le cadre de leur apprentissage de la musique balinaise. En 2016, Laurent Bellemare et l'étudiante à la maîtrise en musicologie Sarah Lecompte-Bergeron font cette démarche et rencontrent l'étudiant balinaise Arya Deva Seryanegara, qui joue du gamelan. Celui-ci,

encouragé par ses amis montréalais, s'inscrit ensuite à la maîtrise en musique, option composition et création sonore à l'UdeM et rejoint l'ensemble Giri Kedaton en 2019.

« En arrivant à Montréal après avoir débarqué de l'avion, je suis allé directement au concert de Giri Kedaton », se souvient-il. Depuis la session dernière, il enseigne à l'atelier de gamelan et transmet son savoir avec humilité. « Partager la pratique que j'ai construite à Bali est une très bonne expérience, déclare-t-il. C'est quelque chose de l'ordre du don et du recevoir. »

**Un gamelan balinaise à l'UdeM**

À l'occasion de l'exposition universelle de 1986 à Vancouver, en Colombie-Britannique, la scène culturelle indonésienne s'exporte pour la première fois au Canada. L'année suivante, l'UdeM reçoit deux gamelans balinaise de la part du gouvernement indonésien. Le professeur et



compositeur José Evangelista crée alors le premier atelier de gamelan de l'Université, donnant accès à une musique jusqu'alors peu représentée.

Des débuts de l'atelier en 1987 à la création de Giri Kedaton en 1994, des professeurs balinais viennent enseigner le gamelan *angklung* et gong *kebyar* à la Faculté de musique. Parmi les participant-e-s à l'atelier, amateur-rices et musicien-e-s confirmé-e-s se côtoient. « *Un musicien n'est pas plus intelligent qu'un autre, explique Arya Deva Seryanegara. On doit tous être unis au moment de jouer.* »

« *Quelle est la bonne chose à faire pour un groupe occidental : reproduire à la lettre ce qu'un groupe indonésien ferait ou s'adapter au contexte ?* »

**Laurent Bellemare**

Étudiant à la maîtrise en musicologie

Formé dès l'âge de cinq ans au tambour indonésien le *kendang*, Arya Deva Seryanegara diversifie ensuite sa pratique musicale. Pour son examen final à l'Institut Seni Indonesia Denpasar, il compose un mixte de gamelan traditionnel et de musique électronique. « *Mes professeurs n'étaient pas très enthousiastes, car ce n'était pas commun* », se souvient-il. Mais transformer les pièces traditionnelles doit se faire selon une certaine méthodologie. D'après lui, le gamelan doit toujours évoluer. « *Mais pour faire quelque*

*chose de nouveau, on doit aussi reconnaître la tradition*, poursuit-il. *La discipline musicale du répertoire traditionnel doit être apprise avant de la faire évoluer.* »

Sous la direction artistique de Pierre Paré-Blais, Giri Kedaton explore aussi de nouveaux registres issus de la création.

### Une ouverture de la scène artistique indonésienne

Le 14 décembre 2021, l'UNESCO inscrit le gamelan au Patrimoine immatériel culturel de l'humanité en même temps que la rumba congolaise, un moyen d'établir un peu plus cet art sur la scène culturelle internationale.

Le rôle de Giri Kedaton dans la diffusion de la culture indonésienne au Canada est indéniable, selon Alexandre David. « *Il a beaucoup contribué au rayonnement de la culture indonésienne* », reconnaît-il. Depuis sa création, l'ensemble produit des concerts partout au Québec et au Canada, comme au festival de musique de Lanaudière. Le concert annuel de l'atelier, auquel l'ambassade d'Indonésie assiste, s'associe également à des danseur-se-s balinais-e-s. « *On conserve des liens avec l'ambassade d'Indonésie*, souligne Alexandre David. *Elle est très heureuse de notre travail et de ce qu'on fait avec la musique de leur culture.* »

Dès les années 1950, la culture indonésienne se diffuse à l'international. Un imaginaire de carte postale exotique se dessine autour de l'Indonésie, exposé aux yeux des Occidentaux lors d'expositions coloniales et universelles. « *Cela faisait travailler l'imaginaire et la fascination pour cette région et sa culture* », explique Laurent Bellemare.

Le 14 décembre dernier, l'UNESCO a inscrit le gamelan au Patrimoine immatériel culturel de l'humanité en même temps que la rumba congolaise.



En 1987, l'UdeM a reçu deux gamelans balinais de la part du gouvernement indonésien.

### Entre tradition et interprétation moderne

Les échanges culturels entre les universités et l'Indonésie vont au-delà de la musique. Pour Arya Deva Seryanegara, le gamelan est doté d'une portée universelle : « *C'est aussi sur la façon dont on interagit.* » Laurent Bellemare ajoute : « *La pratique devient une fin en soi et non plus un rite de passage académique ou un outil d'apprentissage.* »

Si la pratique du gamelan évolue, la question du respect des pièces traditionnelles se pose. « *Avec les débats actuels, des personnes qui ne connaissent pas le gamelan pourraient voir ça comme de l'appropriation culturelle*, poursuit l'étudiant en musicologie. *La question est de savoir : "Quelle est la bonne chose à faire pour un groupe occidental : reproduire à la lettre ce qu'un groupe indonésien ferait ou s'adapter au contexte ?"* »

Selon lui, le gamelan est une musique vivante qui se réactualise continuellement. Il soutient également que sa présence outre-mer bénéficie à la diaspora indonésienne. Des opportunités économiques en découlent : certain-e-s musicien-ne-s ont ainsi développé des carrières à l'international, tandis que des réseaux d'enseignement ont été créés en Indonésie. Une façon d'établir un peu plus la place du gamelan sur la scène culturelle montréalaise et internationale.

Pour découvrir et écouter le gamelan de l'UdeM :





# ŒUVRES DE L'ESPACE PUBLIC : ATTRAPEZ-LES TOUTES !

Une nouvelle application pour téléphones cellulaires géolocalise l'art qui nous entoure et offre une façon ludique de le redécouvrir à travers la photographie. *Quartier Libre* s'entretient avec la titulaire d'une maîtrise en histoire de l'art Lena Krause, qui a créé cette application avec le diplômé d'une maîtrise en bio-informatique Daniel Jimenez.

PAR FLORENCE LA ROCHELLE

## EN QUOI CONSISTE MONA ?

MONA est une application qui géolocalise les œuvres de l'espace public situées pour la grande majorité au Québec, et qui invite ses utilisateur-trice-s à en collectionner des photos. Elle leur permet de les apprécier gratuitement, de collecter des informations sur celles-ci, de s'interroger à leur sujet, et rappelle que l'art est partout.

### **Quartier Libre (Q. L.) : De quelle façon croyez-vous contribuer à la démocratisation de l'accès à l'art avec votre application ?**

**Lena Krause (L. K.) :** Je devrais m'entraîner à écrire une définition. C'est un mot très à la mode, la « démocratisation ». Je crois qu'il existe plusieurs façons de concevoir la démocratisation de l'accès à l'art. Je pense que là où on peut facilement s'entendre, c'est que ce n'est pas tout le monde qui se sent à sa place dans ce milieu. Ayant étudié en histoire de l'art, je trouve bénéfique de voir des œuvres : ça permet d'apprendre plein de choses et de développer des sensibilités.

La démocratisation de l'accès à l'art, c'est pour moi s'adresser aux gens qui pensent que celui-ci n'est pas nécessairement pour eux, qui ne savent pas comment s'y intéresser, parce que les façons traditionnelles de consommer l'art, comme aller au musée, ce n'est pas quelque chose qui les interpelle nécessairement.

Là où je trouve que l'art public est intéressant, c'est qu'il se trouve dans nos espaces communs. Par contre, ce n'est pas parce qu'il est dans l'espace public que les gens le voient. On passe tous devant l'art, chaque jour, en allant prendre le métro, mais on ne s'arrête pas pour prendre

le temps de s'y intéresser. L'application mobile MONA rend les œuvres d'art visibles et elle propose aux gens de se questionner sur celles-ci, plutôt que de leur imposer une interprétation. Et ça, c'est important pour moi. On ne leur dit pas : « cette œuvre d'art est importante parce que... », on leur dit : « voici une œuvre d'art », et on les invite à prendre une photo.

### **Q. L. : Qu'est-ce que ça apporte de prendre en photo une œuvre ?**

**L. K. :** L'acte de prendre une photo va forger un regard. « Comment je la prends ? Qu'est-ce que j'ai envie de garder en souvenir ? » Il y a un premier travail d'interprétation par l'individu. Puisque la photographie est communément utilisée aujourd'hui, les gens se sentent très à l'aise d'établir une interprétation photographique, beaucoup plus que si on leur disait : « Qu'est-ce que tu penses de cette œuvre d'art ? » La photographie est un outil très intéressant pour la démocratisation. C'est très direct comme façon d'interagir avec l'art.

### **Q. L. : MONA est une initiative citoyenne auto-gérée. Qu'est-ce que cela signifie pour votre équipe ?**

**L. K. :** MONA est une organisation autonome. Nous avons des partenariats avec les Départements d'histoire de l'art et d'informatique de l'UdeM, mais ces partenaires ne nous forcent à rien du tout. Nous avons aussi reçu des subventions publiques, notamment de la Ville de Montréal et du Conseil des arts de Montréal.

Au niveau de l'équipe, nous essayons d'avoir un fonctionnement qui n'est pas hiérarchique. Chacun a ses compétences et ses expertises. Nous collaborons pour mener à bien le projet. Par exemple, ce n'est pas parce que je suis cofondatrice que je suis la patronne. Nous ne

nous rendons pas de comptes, et personne n'a à valider ses décisions avec moi. Nous travaillons ensemble.

### **Q. L. : Vous recueillez de façon anonyme les données relatives aux photographies et aux commentaires générés par les utilisateur-trice-s afin de les analyser. Quels sont les objectifs de cette collecte ?**

**L. K. :** Je crois fermement, depuis longtemps, qu'il est important de recueillir les opinions sur l'art de personnes qui ne sont pas toujours entendues. Dans ce milieu, nous sommes un peu toujours les mêmes à radoter : les historiens de l'art, les journalistes, et les politiciens. Mais les opinions du public et des groupes issus des minorités, on ne les entend pas toujours. Lorsqu'on aura assez de données des utilisateur-trice-s, et donc de photographies et de commentaires, MONA permettra de dresser un portrait plus riche et accessible des opinions que les publics diversifiés, comme les minorités, peuvent avoir sur l'art.



Statue d'Édouard Montpetit par l'artiste Sylvia Daoust (1967), située devant le pavillon J.-A.-DeSève de l'UdeM



*Molécules* de Johannes Burla (1967), sculpture exposée dans le pavillon Marie-Victorin



*La Plaza - Always Timeless* de Benny Wilding (2017), murale peinte dans le quartier Rosemont-La Petite-Patrie



*Composition géométrique* de Jacques G. de Tonnancour (1968), tableau situé au Stade d'hiver du CEPSUM



*Sans Titre* de Zema (2012), murale exposée dans le quartier Rosemont-La Petite-Patrie



## A TESTÉ L'APPLICATION MONA

À son ouverture, l'application propose à ses utilisateur-trice-s de découvrir, par exemple, **Composition géométrique** de Jacques G. de Tonnancour, œuvre située à la sortie de la station de métro Édouard-Montpetit, dans le Stade d'hiver du CEPSUM. Elle a été créée en 1968.

D'un simple clic, l'appareil photo se déclenche afin de photographier **Composition géométrique**. Laisser un commentaire est ensuite possible.

De retour sur la carte interactive, identifier l'œuvre la plus près est simple. L'œuvre **Molécules** de Johannes Burla, créée en 1967, se trouve à quelques pas, au troisième étage du pavillon Marie-Victorin.





# LA QUESTION DE GENRE : UN INTÉRÊT GRANDISSANT

En 2017, l'UdeM avait procédé à l'embauche d'une professeure spécialisée en études de genre afin d'aborder la question dans ses cours de cinéma. Cinq ans plus tard, la représentation des femmes, en particulier, semble susciter de plus en plus l'intérêt des étudiant-e-s.

PAR NOÉMIE-FLORENCE FAUBERT

À l'automne 2017, Joëlle Rouleau est embauchée comme professeure au Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques de l'UdeM. Son objectif est d'enseigner la question de genre, dans des cours de cinéma offerts à l'Université, notamment celui intitulé *Cinéma, genre et sexualité* ou le séminaire de maîtrise *Sexualités, genres et cinémas*. Les étudiant-e-s, de plus en plus intéressé-e-s par cette question, auraient alors rapidement démontré leur intérêt.

## Un enjeu essentiel en 2022

Cinq ans plus tard, pour l'étudiante en première année au baccalauréat en cinéma Amy Rioux, discuter de la question de genre dans le cadre de son programme est plus que jamais important. Le concept de genre se réfère aux rôles sociaux assignés aux hommes et aux femmes, à leurs comportements, à leurs traits de caractère, aux relations entre ces genres et aux occasions qui se présentent pour chacun d'eux.

Selon Amy Rioux, ce concept est abordé dans certains cours. Le cinéma est un domaine artistique dans lequel il importe, pour elle, de « *bâtir une ouverture d'esprit* ».

« *C'est important que l'on soit sensible à cela, et de s'assurer que les gens soient à l'écran, autant les femmes que les minorités visibles et les personnes qui ne s'associent pas comme homme ni femme.* »

**Philippe Grégoire**

Réalisateur du film *Le bruit des moteurs*  
et diplômé de l'UdeM

Titulaire d'un baccalauréat en études cinématographiques et littérature comparée obtenu à l'UdeM en 2007, Philippe Grégoire, réalisateur du film *Le bruit des moteurs*, sorti en février 2022, se souvient que la question de genre n'était pas abordée lorsqu'il était étudiant. « *C'est important que l'on soit sensible à cela, et de s'assurer que les gens soient à l'écran, autant les femmes que les minorités visibles et les personnes qui ne s'associent pas comme homme ni femme*, estime-t-il. *Nous avons besoin de nouvelles histoires qui sont sous-représentées et qui n'ont pas été suffisamment présentes.* »

Amy Rioux aimerait aujourd'hui ne plus voir les femmes dans leurs représentations qu'elle juge typiques : prises dans un triangle amoureux, portant systématiquement une robe ou ayant nécessairement des enfants. « *Je ne m'identifie pas à ces personnages* », déclare-t-elle. En parler est primordial, selon elle, car les étudiant-e-s en apprennent plus sur les questions de genre seulement s'ils ou elles s'y intéressent.





La coordonnatrice du Ciné-campus Annie Jussaume-Lavigne



L'étudiante en première année au baccalauréat en cinéma Amy Rioux

Photos | Mathis Huppahm

Autrement, d'après elle, ces enjeux ne sont pas compris en profondeur.

### Des débats en classe

Le chargé de cours Thomas Carrier-Lafleur a invité, dans le cadre de son cours *Critique cinématographique*, la professeure de littérature de l'Université du Québec à Montréal et essayiste féministe Martine Delvaux. Selon l'étudiante en première année au baccalauréat en cinéma Amy Fiona Ouellette, la conférencière a donné des exemples de la problématique de la représentation des femmes au cinéma qui lui ont ouvert les yeux. « *Je pensais que ce n'était pas si pire dans les films* », affirme l'étudiante.

« Dans les cours qui abordent la question de genre, je vois qu'il y a beaucoup de débats, beaucoup de questions et de réactions. »

**Amy Fiona Ouellette**

Étudiante en première année au baccalauréat en cinéma

Même si, d'après elle, la majorité des enseignants de première année semblent moins parler de la question de genre, M. Carrier-Lafleur l'aborde régulièrement. Ses cours, *Critique cinématographique* et *Adaptation cinématographique*, demeurent toutefois optionnels.

Le conseiller en programme d'études et chargé de cours au Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques de l'UdeM Sébastien Lévesque fait pourtant remarquer que si certains cours reliés directement à la question de genre sont optionnels à l'UdeM, ceux-ci ne sont pas limités à un nombre d'étu-

diant-e-s maximal par session. Si, lors d'une session, le nombre de demandes pour assister à l'un d'eux dépasse la capacité du local réservé, il fait une demande pour que le quota soit réévalué afin d'admettre le plus de personnes possible.

Amy Fiona Ouellette et Amy Rioux affirment toutes deux avoir remarqué un intérêt chez la grande majorité de leurs collègues sur la question de genre et de la représentation des femmes. « *Dans les cours qui abordent la question de genre, je vois qu'il y a beaucoup de débats, beaucoup de questions et de réactions* », constate la première. Bien que les connaissances sur le genre varient d'une personne à l'autre, le sujet se trouverait ainsi au cœur des discussions quand les cours le permettent.

### Une question qui s'installe à l'UdeM

Titulaire d'un doctorat en études cinématographiques de l'UdeM, la chargée de cours Julie Ravary-Pilon, qui donne à la session d'hiver le cours *Cinéma, genre et sexualité*, en alternance

avec Mme Rouleau qui le donne à l'automne, se souvient de l'absence de séminaires abordant la question de genre quand elle était encore étudiante, de 2012 à 2017. « *J'ai dû faire mon séminaire à McGill, à l'Institute for Gender, Sexuality and Feminist Studies, parce qu'il n'y avait pas de séminaire en études supérieures à l'Université de Montréal en 2014* », précise-t-elle.

Selon elle, ce sujet doit explorer tous les aspects de la représentation de la femme au cinéma devant et derrière la caméra, et ainsi également aborder les réalisatrices, les directrices photo et les productrices.

Depuis 2016, Mme Ravary-Pilon donne aussi le cours *Cinéma québécois* à l'UdeM et constate des changements chez ses collègues du Département en matière de genre. À travers le choix de films et d'œuvres littéraires, elle affirme que les enseignants-e-s semblent présenter une plus grande parité dans leur plan de cours.

### De nouveaux cours

Depuis la session d'hiver 2022, Mme Rouleau offre un nouveau cours optionnel intitulé *Le queer et les séries télé*. Cette requête daterait d'ailleurs de 2017, au moment de son recrutement à l'UdeM.

Sachant que les questions de genre intéressent selon eux beaucoup d'étudiant-e-s, M. Lévesque et Mme Rouleau annoncent qu'un nouveau cours sera au programme du baccalauréat en cinéma en 2023. « *Ce cours s'intéressera aux cinémas dominants et à ceux produits en marge dans une perspective critique et réflexive sur les rapports de pouvoir intrinsèque à la construction d'un langage altérisant* », explique Mme Rouleau. « *C'est en discussion de rendre ce cours obligatoire* », ajoute son collègue.

## LA REPRÉSENTATION DES FEMMES AU CINÉ-CAMPUS

En dehors des cours, qu'en est-il du concept de genre au cinéma, et en particulier au Ciné-Campus de l'UdeM? La coordonnatrice de celui-ci, Annie Jussaume-Lavigne, déclare choisir les films en fonction de thématiques précises et d'événements d'actualité. Le film à l'affiche lors de la semaine de la Journée internationale des droits des femmes ne fait pas écho à cette thématique.

La coordonnatrice du Ciné-Campus garde toutefois en tête l'atteinte de la parité au moment d'effectuer la programmation. Elle affirme choisir des films avec des protagonistes féminines ou réalisés par des femmes. Promouvoir les femmes au cinéma et les valoriser sont, selon elle, au cœur de ses choix pour la programmation du Ciné-Campus. Ayant étudié elle-même dans un programme de cinéma, Mme Jussaume-Lavigne connaît le test de Bechdel, sans pour autant le maîtriser parfaitement. Créé en 1985 par la dessinatrice américaine Alison Bechdel, celui-ci évalue la représentation des femmes dans une œuvre cinématographique. Il repose sur trois critères: le film présente deux femmes nommées (nom et prénom), celles-ci parlent ensemble et leur sujet de discussion n'est pas en lien avec les hommes.



# DOUZAINÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

7 AU 18 MARS

